

JEUDI 29 JANVIER 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = « À Davos, les super-riches se préparent à l'effondrement et achètent des refuges loin des foules... ! » p.1
- = Alexis Tsipras contre Mario Draghi : qui va détruire l'euro le plus rapidement ? p.8
- = Le début de la fin de la bulle de 100 trillions de dollars p.10
- = Une civilisation se termine et nous devons en bâtir une nouvelle... p.12
- = "Si vous ne nous laissez pas rêver nous vous empêcherons de dormir" p.18
- = La dépendance au pétrole n'existe pas : les bénéfices du pétrole pour l'environnement et pour la santé p.20
- = A quoi ressemble une crise de devise – édition spéciale euro p.25
- = LA PARTIE N'EST QU'ENGAGÉE p.28
- = Le principal indicateur du fret en vrac est à son plus bas niveau depuis la débâcle de Lehman Brothers p.30
- = 9 raisons pour lesquelles le QE de 1140 milliards d'euros de Mario Draghi n'est pas une bonne idée p.32
- = Crise ou effondrement ? cela ne tient qu'à nous! p.35
- = À ATHÈNES, TOUT SE PRÉCIPITE p.41
- = La Grèce augmente son salaire minimum et suspend la privatisation du port du Pirée p.43
- = Bonne nouvelle! Kim Dotcom va vous permettre de couillonner la NSA! p.44
- = La fin de l'État de Grèce p.46
- = La Grèce reprend le contrôle de son énergie p.48
- = Le prix du pétrole devrait remonter entre 2015 et 2016 p.50
- = Apple, Microsoft... le marché ne fait plus son travail p.51



« À Davos, les super-riches se préparent à l'effondrement et achètent des refuges loin des foules... ! »

Charles Sannat 29 janvier 2015

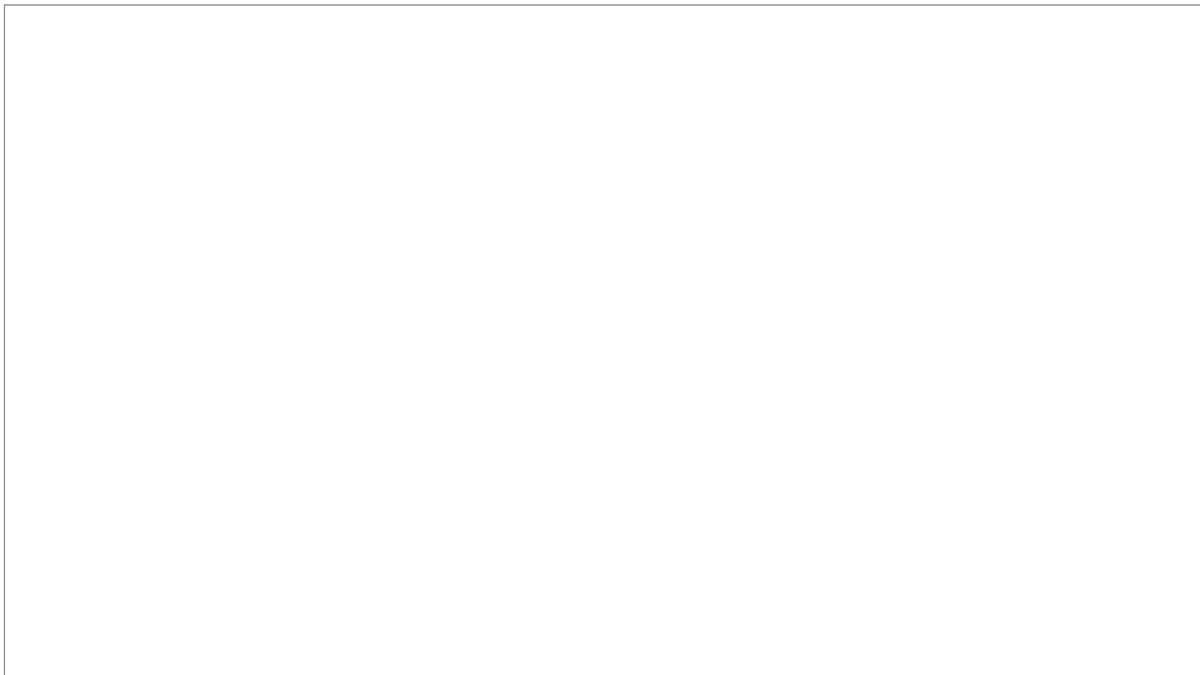
Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Voici quelques informations que j'avais stockées depuis quelques temps, et avant de vous en parler et de les partager avec vous j'attendais de voir si, de cette masse d'informations, il serait possible de tirer un tableau d'ensemble cohérent. C'est évidemment le cas.

Je vous passerai volontairement, n'ayant pas pu en avoir la certitude et la preuve par moi-même, les rumeurs très insistantes faisant état ces derniers mois d'un nombre très important de démissions de collaborateurs d'assez haut niveau dans différentes institutions américaines. Je vous passerai également le fait qu'il semblerait que ceux qui démissionnent partent se mettre au vert le plus loin possible des grandes villes et, pour certains, dans ce que l'on appelle des « enclaves survivalistes »... Bref, de cela nous ne parlerons pas vraiment même si je vous le mentionne parce que nous n'en

avons pas la preuve absolue. En revanche, cela vaut la peine d'être simplement dit parce que ces rumeurs sont parfaitement compatibles avec des informations qui, elles, sont prouvées sans ambiguïté possible.

Mais avant d'aller plus loin voici une photo de rayonnage de magasin vide prise à New-York ces jours-ci à l'annonce de la tempête de neige. Quelques heures auront été suffisantes pour vider l'ensemble des magasins de cette ville tentaculaire.



Des kits de survie pour le département du Trésor US !

Cette information date du mois de décembre 2014 et l'on avait appris par quelques petits malins qui adorent perdre leur temps à éplucher les formulaires d'appels d'offres gouvernementaux (faut s'ennuyer dans la vie pour aller se connecter à ce genre de bases de données ou avoir un esprit tordu de contrarien) que le Département du Trésor (l'équivalent du ministère de l'Économie chez nous mais en encore plus puissant) cherche à commander des kits de survie pour tous ses employés qui supervisent le système bancaire fédéral !

Ces kits de survie sont destinés à chaque employé du Bureau de contrôle de la monnaie (Office of the Comptroller of the Currency : OCC, l'agence compte environ 3 814 employés, dont chacun recevra une trousse de survie.

Je vous passe les détails de la liste exhaustive mais disons que le kit de survie

comprend tout, des pastilles de purification d'eau aux couvertures solaires sans oublier des barres alimentaires ou encore des masques pour la protection des virus aéroportés...

Beaucoup parmi vous auront sans doute la réaction de ma femme qui m'a dit mais « heu arrêteuuuu c'est vraiment n'importe quoi... c'est forcément bidon »... Oui chérie tu as raison, c'est bidon, je reprends ma pilule et je me recouche, tu allumes TF1 ? Sinon pour ceux qui ne veulent pas rallumer la télé, vous pourrez aller sur le premier lien en bas de page télécharger l'appel d'offre dont je viens de vous parler.

Mais ce n'est pas tout. Il y a deux jours, le *Mirror*, un canard boiteux certes mais ayant pignon sur rue et site sur Internet titrait :

« Paniqués les super-riches s'achètent des refuges avec pistes pour jets privés en cas de révolte des pauvres »

J'ai beaucoup ri et cela me rappelle le film *Milou en Mai*, lorsque les riches français fuyaient Paris à quelques jours de l'arrivée de François Mitterrand à la présidence de la république. Sauf que là, nous ne sommes plus en 1981 et l'on ne parle pas des riches franchouillards et pétochards mais de la classe mondiale des hyper-riches qui commence à se sentir menacée (ce qui ne semble pas une raison suffisante pour nous filer quelques miettes, histoire que nous, le peuple des sans-dents d'en bas, l'on se tienne tranquille encore quelques temps).

Bref, vous apprendrez dans cet article que des gestionnaires de hedge funds achètent des ranchs et des terres dans des endroits comme la Nouvelle-Zélande pour s'y réfugier en cas de troubles civils importants.

Vous apprendrez que, dans les allées feutrées du Forum économique international de Davos, on s'échange les bons plans pour savoir où acheter pour survivre dans les meilleures conditions de confort et de sécurité.

Il faut dire que les super-riches savent parfaitement qu'ils s'enrichissent en nous appauvrissant et en se foutant ostensiblement de notre gueule, ce qui est également le cas de notre classe politique en particulier européenne dont le seul objectif est de se gaver en servant les intérêts des grandes multinationales et pas des peuples qui les ont élus...

On pourrait se dire qu'ils pourraient « acheter » la paix sociale en nous

donnant un peu plus de sous ou de travail, mais que nenni, ils préfèrent s'acheter des refuges à prix d'or dans des pays très stables comme la Nouvelle-Zélande.

Ainsi Robert Johnson, président de l'Institut de la nouvelle pensée économique, a dit publiquement au Forum économique mondial à Davos que de nombreux gestionnaires de fonds de couverture « planifient déjà leur évasion ».

Pourquoi ? Parce que la situation économique pourrait bientôt devenir intolérable même dans les pays dits riches alors que les inégalités augmentent d'une façon considérable... Tiens donc !

Préparez-vous !

Un homme averti en vaut deux et il est fort peu probable que vous ayez les moyens de vous offrir un ranch en Nouvelle-Zélande avec une piste d'atterrissage et un jet privé. Si c'est le cas et que vous lisez *Le Contrarien*, écrivez-moi que l'on puisse faire connaissance et devenir copain, j'aurais une femme et quelques enfants à mettre en route dans votre jet !! Donc si vous ne pouvez pas vous offrir cela (comme moi), vous allez devoir faire autrement en partant du principe que si c'est le bazar, eh bien vous risquez d'être en plein dedans...

Un chaos économique est assez dévastateur. Ce n'est pas la fin du monde. Mais le monde est très perturbé. Ce n'est pas la fin de tous les échanges, mais les échanges sont raréfiés et les pénuries nombreuses.

Faites des réserves, pas la guerre !

Allez, je vous laisse avec cet article du 26 janvier 2015 de l'un des plus grands journaux :

« Un projet dirigé par l'ex-chef de l'Aide humanitaire préconise aux ménages suisses de faire des réserves alimentaires en cas de panne de courant et de pandémie. Il est recommandé aux 3,5 millions de ménages suisses de faire des réserves d'aliments de base.

Provisions recommandées

2 kilos de sucre par personne, 2 kilos de riz ou de pâtes, 2 litres d'huile ou 2

kilos de graisses, 9 litres d'eau par personne et des légumes en conserve, du sel, du poivre, des fruits secs, des biscottes, du chocolat, 1 radio portable, une lampe de poche avec réserve de piles, des allumettes. »

Le meilleur dans cet article je trouve c'est sa conclusion... surtout ne pas faire peur aux gens (vous êtes tellement cons et débiles).

« Les recommandations de Toni Frisch pourraient-elles devenir obligatoires ? Depuis la loi sur l'approvisionnement économique du pays votée en 1982, elles ne le sont pas. L'écologiste genevois Ueli Leuenberger de conclure : « Ces réserves ne sont pas une aberration, discutons-les, mais sans faire peur aux gens. » Pas d'urgence donc et, en attendant la panne de courant, les pizzas resteront au frais au congélateur »...

Ouf je suis rassuré... si les pizzas restent au frais tout va bien, mais bon, je vais quand même aller acheter quelques boîtes de raviolis en plus. Alors pour ceux qui n'ont pas compris le message (qui peut difficilement être plus clair), je ne peux rien pour vous et cela porte le nom de sélection naturelle, pour les autres... À bon entendeur, salut !!

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

Nouveau record de la dette publique espagnole [reprise]

Vous vous souvenez de la reprise en Espagne, non, c'est important, souvenez-vous de la reprise en Espagne, vous savez, le « ça va mieux en Europe », « l'Espagne renoue avec la croissance », et autres crétineries en barre... Non, parce que là, quand on fait les comptes en fait c'est plutôt la reprise de la dette...

« La dette publique espagnole a atteint 96,8 pc du Produit intérieur brut (PIB) au 3e trimestre de l'année, et dépassé le cap des 1 000 milliards d'euros, selon des chiffres de l'Office statistique de l'Union européenne « Eurostat.

Ainsi, la dette publique s'est élevée à 1,02 billion d'euro à la fin du troisième trimestre 2014, faisant de l'Espagne le septième pays de l'UE le plus endetté, indique l'organe européen. »

Mais bon, soyez rassurés braves gens, car hors phénomènes inconnus que l'on ne pouvait pas prévoir mais qui se produiront quand même, du type sortie de la Grèce de la zone euro ou ce genre de truc, eh bien « la dette publique montera à 100,3 pc du PIB en 2015, puis à 101,5 pc en 2016, avant

de refluer à 98,5 pc en 2017, selon ces prévisions »...

Vous devez traduire cela par « l'Espagne est en faillite et comme les Allemands ne vont pas vouloir payer... eh bien l'Espagne va devoir rejoindre la Grèce »... Et il va arriver un moment où l'euro avec uniquement l'Allemagne ne pourra plus être considéré comme une monnaie unique... Mais bon... je suis pessimiste...

Charles SANNAT [Source BB ici](#)

La crise du chômage en France s'est aggravée en 2014

Eh oui, et cela n'est rien par rapport à ce qui nous attend lorsque les robots et autres solutions technologiques seront déployés massivement au cours des mois et des années à venir. C'est une catastrophe qui va toucher l'emploi et ce sera au niveau mondial.

Heureusement, Hollande n'ose plus nous parler de l'inversion de la courbe... C'est au moins ça mais cela en dit long sur l'incapacité de notre gouvernement.

Charles SANNAT

Paris, 27 janvier (Xinhua) – Le nombre de chômeurs n'ayant pas travaillé au mois de décembre dernier a augmenté de 0,2 % (8 100 personnes de plus), soit une hausse de 5,7 % sur l'année 2014 avec un total de 3 496 400 demandeurs d'emploi dans l'Hexagone, selon les données publiées mardi après-midi par Pôle Emploi.

Déjà en novembre dernier, le taux de chômage en France atteignait un score historique avec 3,49 millions de demandeurs d'emploi.

Avec 189 100 chômeurs de plus et onze mois de hausse sur douze, la progression du chômage a été plus forte en 2014 qu'en 2013.

La durée moyenne d'indemnisation est de 539 jours et le seul motif de sortie en progression au mois de décembre dernier est la radiation administrative, et non la reprise d'emploi ou la formation.

Le ministre français du Travail, François Rebsamen, a déclaré dans un communiqué que « le plein déploiement du Pacte de responsabilité et de solidarité et une amélioration de l'environnement économique, dynamiseront l'emploi en 2015 ». Le ministre avait d'ores et déjà annoncé qu'il présenterait

plusieurs mesures en faveur des chômeurs longue durée le 9 février prochain. L'Unédic, organisme en charge de la gestion de l'assurance chômage, prévoit une hausse de 104 000 chômeurs pour l'année 2015.

Quand le PS refuse de recevoir Alexis Tsipras, le leader de la gauche radicale grecque

Petit clin d'œil politiquement incorrect, je le confesse, à nos camarades du PS qui refusaient en 2012 de recevoir Alexis Tsipras....

« Le 21 mai 2012, Alexis Tsipras, chef de la gauche radicale grecque Syriza, s'est rendu à Paris afin de rencontrer les principaux dirigeants politiques de la gauche française. Ayant eu vent que les Français venaient d'élire un homme se réclamant du socialisme, il eut l'impertinence de demander à être reçu par un de ses représentants. Et la réponse fut... NON ! »

C'est juste un petit rappel, comme on peut rappeler que Thévenou est toujours député de l'Assemblée nationale...

Charles SANNAT [Source ici](#)

Henri RÉGNAULT, LA CRISE N°29, janvier 2015, « Détour vers le futur »

Je suis en désaccord partiel avec notre camarade Henri sur son histoire de « processus dynamique » car cela implique par définition l'absence de « point de rupture »... Or l'histoire nous enseigne que les points de rupture, cela existe, et qu'ils sont même assez nombreux et assez régulier. En revanche, je partage son avis sur le fait que pour le moment, nous nous situons clairement dans un processus dynamique et que nous sommes dans une « évolution », il n'y a pas eu de point de rupture majeur... mais l'absence n'est pas la preuve.

Sinon j'aime toujours autant lire les dossiers de notre camarade Henri, que l'on soit d'accord ou pas n'est pas important, son travail d'excellente qualité fait avancer le débat et pose question ! Un régal, comme d'habitude !!

Charles SANNAT

DÉTOUR VERS LE FUTUR : baliser l'imprévisible !

Résumé : Le nez dans le guidon de la crise, on pourrait croire que cette crise, aussi longue soit-elle, est une parenthèse qui finira par se refermer, et que le cours des choses pourra reprendre tel qu'on l'envisageait dans les toutes premières années du XXIe siècle : fin de l'histoire dans la démocratie universelle pour les uns, choc des civilisations pour les autres...

Et fin du monde ou meilleur des mondes pour les abrutis millénaristes et

autres gourous survivalistes ! Il n'en est rien, il n'y a pas de parenthèse, il n'y a qu'un processus dynamique d'interactions entre des tendances lourdes et irréversibles à l'échelle générationnelle, des tendances fortes mais toujours malléables dans leurs modalités d'expression et la rupture de failles imprévisibles quant à leur occurrence effective et encore plus quant à leur date d'occurrence éventuelle. Faire un détour intellectuel vers le futur permet beaucoup plus de comprendre les enjeux de la crise actuelle et les pistes pour en sortir que d'anticiper un futur inaccessible à notre connaissance du fait de l'imprévisibilité d'événements hors de notre champ prospectif. Nous allons donc naviguer entre ce que nous savons, ce que nous croyons savoir et ce que nous ne pouvons pas savoir... même si nous pouvons le craindre !

[Pour télécharger le PDF gratuitement c'est ici et je remercie le Professeur Régnault pour ce partage.](#)

Alexis Tsipras contre Mario Draghi : qui va détruire l'euro le plus rapidement ?

Philippe Herlin Publié le 29 janv. 2015 www.goldbroker.fr/

La semaine dernière restera dans l'histoire avec deux événements fondamentaux conditionnant l'avenir de l'euro : le QE de la Banque Centrale Européenne, jeudi 22 janvier, et la victoire de Syriza en Grèce dimanche. Il n'y a pas vraiment de nouveauté ici : la BCE pratique déjà l'assouplissement quantitatif (taux zéro, facilités de refinancement des banques), et la Grèce se débat depuis 2010 dans une crise d'endettement. Mais d'un coup l'histoire s'accélère car, dans les deux cas, la réalité a dépassé les prévisions.

Le plan d'assouplissement quantitatif était attendu, surtout depuis que la Cour de justice européenne avait validé, le 14 janvier, le programme de rachat de dette décidé en 2012 par la BCE en le jugeant "en principe" conforme au traité. L'Allemagne ne pouvait plus s'y opposer. Mais les marchés attendaient 500 milliards d'euros, Mario Draghi leur en a offert le double ! La BCE va en effet racheter pour 60 milliards d'euros de dette par mois jusqu'en septembre 2016, soit 1140 milliards d'euros au total. Un tel montant réjouit les marchés, et les bourses ont repris leur progression, mais il renferme également un vrai risque de bulle sur les actifs et de dépréciation de l'euro, deux maux qui pourraient devenir incontrôlables.

De son côté les Grecs ont offert une victoire écrasante et une quasi-majorité à la formation d'extrême-gauche Syriza, alors que peu d'observateurs

considéraient que son leader Alexis Tsipras pourrait former aussi facilement un gouvernement. Renforcé d'un parti de droite, mais qui rejette en bloc la politique de la Troïka, le nouveau premier ministre peut instaurer un vrai rapport de force avec Bruxelles. Syriza a gagné avec un programme démagogique (embauche de fonctionnaires, relèvement du salaire minimum, santé gratuite, etc.) qui serait inapplicable même si le pays allait bien, alors ceux qui détiennent de la dette grecque peuvent réellement s'inquiéter (les pays européens pour 195 milliards, la BCE pour 27 milliards, le FMI pour 32 milliards, des investisseurs privés pour 53 milliards).

Que va-t-il se passer ? Le QE de la BCE va-t-il servir à absorber une restructuration de la dette grecque, et on en reste là ? Ce serait le scénario soft. Ce serait aussi une humiliation pour l'Allemagne et la BCE qui ne veulent pas entendre parler d'un nouvel effacement d'une partie de leurs créances. Tout autre scénario mènera à une crise : la Grèce menacera ou sera menacée de sortir de la zone euro, Berlin exigera le respect des engagements européens d'Athènes, les lignes de fractures se creuseront au sein de l'Europe, et Mario Draghi amplifiera ou prolongera son QE pour tenter de noyer ces conflits sous les liquidités. Au final c'est l'euro qui perdra de sa crédibilité et de sa valeur, autrement dit les Européens s'appauvriront, spécialement les épargnants.

Rappelons par ailleurs, cela n'est pas suffisamment su, que le QE de 1140 milliards d'euros sera pris en charge à 80% par les banques centrales nationales et à 20% seulement par la BCE. Chaque banque centrale pourra donc acquérir à discrétion des obligations souveraines et ainsi faciliter le financement du déficit de son Etat. Une situation ubuesque : normalement UNE monnaie est gérée par UNE banque centrale, mais pas dans la zone euro où les banques centrales nationales disposent de larges marges de manœuvre ; Athènes pourra faire sa petite planche à billets dans son coin. A se demander si Mario Draghi n'anticipe pas déjà une explosion de la zone euro...

[Le début de la fin de la bulle de 100 trillions de dollars](#)



[Phoenix Capital](#)
[Gains, Pains and Capital](#)

Publié le 29 janvier 2015 ,
www.24hgold.com/

La grande affaire du moment, c'est bien la bulle sur les obligations.

Pendant plus de trente ans, les nations souveraines, notamment en Occident, ont acheté des votes en l'échange de versements spéciaux connus sous le nom d'aides sociales et médicales, de sécurité sociale, et ainsi de suite.

Le caractère ridicule de tout cela devrait pouvoir en toucher certains. Les hommes politiques, afin d'être élus, promettent d'allouer des fonds aux contribuables grâce à des programmes sociaux qui leurs bénéficient (je ne parle ici que des dépenses sociales, par des infrastructures et autres coûts).

L'idée que les contribuables puissent simplement garder cet argent n'entre jamais en ligne de compte. Et parce que tout le monde croit dépenser l'argent de quelqu'un d'autre, tout le monde joue le jeu.

Si vous pensez que l'argent que vous dépensez est celui de quelqu'un d'autre, il est facile d'écrire un chèque vierge. C'est précisément ce qu'on fait les nations occidentales depuis des années. Elles ont promis à tous une retraite assurée sans même se demander d'où l'argent nécessaire pourrait provenir.

Mais quand l'heure est venue de payer les factures, les gouvernements ont vite découvert que leurs recettes fiscales ne leur suffiraient pas... alors ils ont émis de la dette pour couvrir la différence.

C'est ainsi qu'est née la bulle sur les obligations.

Les plus grosses banques, celles qui ont un monopole sur la manipulation de la dette souveraine, ont été heureuses de pouvoir participer. Les raisons en sont les suivantes :

1. Elles peuvent avoir recours aux actifs dits sans risques en tant que collatéral contre plusieurs dizaines de trillions de produits dérivés. Un investissement d'un million de dollar auprès du Trésor peut garantir plus de 15 millions de produits dérivés, sinon plus. Les profits générés sur les marchés des produits dérivés sont une source primaire de revenus pour les banques.
2. Les gouvernements souverains se font une joie de refinancer les grosses banques si les choses tournent mal pour les opérations garanties par la dette souveraine (voir ce qui s'est passé depuis 2006). Puisque les banques sont celles qui possèdent la dette souveraine, elles peuvent

toujours menacer de se débarrasser de leurs obligations, ce qui ferait sombrer dans la banqueroute la combine à la Ponzi qu'est le système d'aides sociales (comme ça s'est passé en Europe quand les obligations souveraines se sont effondrées en 2001-12).

3. Dans un système financier basé sur la dette, comme notre système actuel, les obligations souveraines sont l'actif majeur du système. Ceux qui en possèdent en de grandes quantités sont au sommet de la chaîne alimentaire financière, économique et politique.

Puisqu'il n'avait encore jamais été un véritable prometteur d'émettre de la dette souveraine, les gouvernements n'ont jusqu'à aujourd'hui cessé de promettre des versements futurs qu'ils ne pouvaient pas se permettre. Les nations Occidentales ont un ratio dette/PIB de plus de 300%, une fois les passifs non-capitalisés pris en compte (les programmes de dépenses sociales mentionnés plus haut).

Réduire les dépenses sociales est aujourd'hui perçu comme un suicide politique (après tout, les électeurs qui vous ont élu l'ont fait parce que vous leur avez promis des versements d'aides sociales). Plutôt que de faire défaut de votre contrat social, vous êtes forcé d'émettre plus de dette pour financer votre dette plus ancienne qui approche de son échéance.

C'est précisément ce qu'ont fait les Etats-Unis au dernier trimestre de 2014, en émettant plus d'un trillion de dollars de nouvelle dette pour rembourser leur dette plus ancienne.

C'est comme ça que le marché des obligations se transforme en bulle. Entre 2000 et aujourd'hui, le marché global des obligations a presque triplé de volume. Aujourd'hui, il représente plus de 100 trillions de dollars, et garanti plus de 555 trillions de dollars de produits dérivés.

Il n'existe pas de solution facile à ce problème. Les retombées en seront sévères. Ceux qui sont responsables de prendre les décisions (l'élite politique, les grosses banques et les banques centrales) repousseront tant qu'ils le pourront ces conséquences au lendemain jusqu'à ce qu'ils n'aient plus d'autre choix que de leur faire face.

Le fait que les banques centrales diminuent aujourd'hui ouvertement les taux d'intérêt au point de les rendre négatifs devrait vous en dire long sur nos problèmes de financement (au taux actuel, ceux qui possèdent des obligations

payent les gouvernements pour avoir le droit de posséder leurs obligations).
Quand la partie sera terminée, tout s'effondrera. Et 2008 ressemblera à un pique-nique.

Une civilisation se termine et nous devons en bâtir une nouvelle...

29 janvier, 2015

Posté par voltigeur , Les Moutons enragés



*« Nous sommes pris au piège de la dynamique perverse d'une civilisation qui ne fonctionne pas si elle ne croît pas et qui, avec sa croissance, détruit les ressources naturelles qui la rendent possible. (...) Une civilisation se termine et nous devons en bâtir une nouvelle. » Et vite ! [Il est trop tard. Rien n'a été fait à temps (selon le club de Rome). L'effondrement de civilisation est inévitable. Nous sommes déjà dedans (en 2015).] Voici le Manifeste « *Le dernier appel* » lancé il y a peu en Espagne. [Texte beaucoup trop idéaliste. « Vouloir c'est pouvoir » est une jolie phrase totalement fausse lorsqu'il est trop tard. Il aurait fallu prendre des disposition (contrôle de la population, par exemple) il y a 40 ans.]*

*Il y a peu en Espagne, le manifeste « *Le dernier appel* » a été lancé par plus de 250 chercheur-e-s, militant-e-s, syndicalistes, politiques de différents partis, etc., afin d'alerter sur l'effondrement écologique et social à venir si rien n'est fait pour y remédier.*

En peu de jours, ce manifeste a reçu plus de six mille signatures et a été diffusé largement au travers des réseaux sociaux et de la presse en Espagne et bien au-delà, en anglais, en portugais, en

italien, en grec, en espéranto... Le voici en français.

=====

Les citoyennes et citoyens européens, dans leur grande majorité, pensent que la société de consommation actuelle peut « *s'améliorer* » dans le futur (et qu'elle devrait le faire). En même temps, une bonne partie des habitants de la planète espère se rapprocher petit à petit de nos niveaux de bien-être matériel.

Néanmoins, ces niveaux de production et de consommation ont été atteints au prix de l'épuisement des ressources naturelles et énergétiques et d'une rupture des équilibres écologiques de la Terre.

Vers un effondrement de civilisation

Rien de tout cela n'est nouveau. Les chercheur/ses et scientifiques les plus lucides tirent la sonnette d'alarme depuis le début des années 1970 : si les tendances de croissance actuelles (économique, démographique, d'utilisation des ressources, de génération de pollution et d'augmentation des inégalités) se poursuivent, le résultat le plus probable sera l'effondrement de la civilisation.

Aujourd'hui, les nouvelles indiquant que la voie de la croissance est un génocide au ralenti s'accumulent. La baisse de la disponibilité d'énergie bon marché, les scénarios catastrophiques du changement climatique et les tensions géopolitiques pour les ressources montrent que les tendances de progrès du passé s'écroulent.

Face à ce défi, ni le mantra superficiel au sujet du développement durable ni le simple fait d'adopter les technologies éco-efficaces ou ladite « *économie verte* » — qui dissimule la marchandisation généralisée des ressources naturelles et des services écosystémiques — ne suffisent. Les solutions technologiques censées lutter contre les nombreuses crises environnementales ou contre le déclin énergétique ne suffisent pas non plus.

De plus, la crise écologique n'est pas quelque incident isolé. Elle est

essentielle et affecte bien des aspects de la société : alimentation, transport, industrie, urbanisation, conflits militaires... En fin de compte, elle concerne le fondement de notre économie et de nos vies.



- Pollution au-dessus de New-York -

L'impasse

Nous sommes pris au piège de la dynamique perverse d'une civilisation qui ne fonctionne pas si elle ne croît pas et qui, avec sa croissance, détruit les ressources naturelles qui la rendent possible. Notre culture, qui idolâtre la technologie et le marché, oublie que nous sommes, fondamentalement, dépendants des écosystèmes et interdépendants.

La planète ne peut pas soutenir la société productiviste et consumériste. Nous avons besoin de bâtir une nouvelle civilisation capable d'assurer une vie dans la dignité pour une énorme population humaine (aujourd'hui, plus de 7,2 milliards de personnes), en constante croissance, qui habite un monde dont les ressources sont en déclin. Ce but ne peut être atteint que si nous changeons radicalement de mode de vie, de formes de production, de conception des villes et d'aménagement du territoire.

Et, plus que tout, il ne peut être atteint qu'au moyen de changements radicaux dans les valeurs qui orientent ces notions [cesser de glorifier la richesse par exemple]. Nous avons besoin d'une société axée sur la récupération de l'équilibre avec la biosphère et pour qui la recherche, la technologie, la culture, l'économie et la politique sont des moyens pour avancer vers cet objectif.

Pour y arriver, toutefois, nous aurons besoin de toute l'imagination politique, de toute la générosité morale et de toute la créativité technique dont nous disposons.



- Dessin de El Roto : « La solution à la crise est très simple : il faut juste consommer plus pour relancer l'économie et consommer moins pour ne pas bousiller la planète. » -

Une profonde rupture politique avec l'hégémonie en vigueur

Mais, pareille Grande Transformation se heurte à deux obstacles

titanesques : l'inertie du mode de vie capitaliste et les intérêts des groupes privilégiés. Afin d'éviter le chaos et la barbarie vers lesquels nous nous dirigeons actuellement, nous avons besoin d'une profonde rupture politique avec l'hégémonie en vigueur et d'une économie qui soit destinée à satisfaire les besoins sociaux dans les limites imposées par la biosphère, et non pas l'augmentation du bénéfice privé.

Aujourd'hui en Espagne, l'éveil de la dignité et de la démocratie qu'a signifié le « *Mouvement indigné* » du 15M (depuis le printemps 2011) est en train de jeter les bases d'un processus constitutionnel qui ouvre des possibilités à d'autres formes d'organisation sociale.

Cependant, il est essentiel que les divers projets alternatifs prennent conscience des implications associées aux limites de la croissance. Ainsi, doivent-ils proposer des changements beaucoup plus audacieux. La crise de régime et la crise économique ne pourront être surmontées qu'en même temps que le sera la crise écologique.

Dans ce sens, les anciennes politiques fondées sur les recettes du capitalisme keynésien sont loin d'être suffisantes. Ces politiques nous ont amenés, dans les décennies qui suivirent la 2e guerre mondiale, à un cycle d'expansion qui nous a conduits au bord des limites de notre planète.

Un nouveau cycle d'expansion n'est pas envisageable : il n'existe ni la base matérielle, ni l'espace écologique, ni les ressources naturelles qui le permettraient.



– Naufrage d'un pétrolier -

Le siècle le plus déterminant de l'histoire de l'Humanité

Le 21^e siècle sera le siècle le plus déterminant de l'histoire de l'Humanité. Il sera une épreuve remarquable pour toutes les cultures et les sociétés, voire, pour l'espèce dans son ensemble. Une épreuve qui décidera de la continuité de notre présence sur la terre et de la possibilité de qualifier d'« *humaine* » la vie que nous organiserons à l'avenir.

Nous sommes confrontés au défi d'une transformation dont le calibre est analogue aux grands événements historiques tels que la révolution néolithique ou la révolution industrielle.

Mais, attention : la fenêtre d'opportunité est en train de se refermer. Certes, il existe dans le monde entier de nombreux mouvements de résistance qui poursuivent la justice environnementale (l'organisation « *Global Witness* » a enregistré près d'un millier d'écologistes morts au cours des dix dernières années, au cours de leur lutte contre des projets miniers ou pétroliers, alors qu'ils défendaient leurs terres et leurs eaux).

Une civilisation se termine et nous devons en bâtir une nouvelle

Mais nous disposons de cinq ans tout au plus pour établir un débat large et transversal sur les limites de la croissance et pour bâtir démocratiquement des alternatives écologiques et énergétiques qui soient tout à la fois rigoureuses et viables. Nous devrions être en mesure de convaincre de grandes majorités en faveur d'un changement de modèle économique, énergétique, social et culturel.

Outre la lutte contre les injustices causées par l'exercice de la domination et de l'accumulation de la richesse, nous parlons d'un modèle qui prenne en compte la réalité, qui fasse la paix avec la nature et qui rende possible le « *vivre bien* » dans les limites écologiques de la Terre.

Une civilisation se termine et nous devons en bâtir une nouvelle. Ne

rien faire ou en faire trop peu nous mènera directement à l'effondrement social, économique et écologique. Mais si nous commençons aujourd'hui, nous pouvons encore être les protagonistes d'une société solidaire, démocratique et en paix avec la planète.

“Si vous ne nous laissez pas rêver nous vous empêcherons de dormir”

29 jan 2015 | [Simone Wapler](#) | [La Chronique Agora](#)

Mai 2011, Espagne, les manifestants scandent "Si vous ne nous laissez pas rêver nous vous empêcherons de dormir". En Grèce, les panneaux sont plus laconiques : "Laissez-nous rêver".

Nous sommes en pleine "crise de la dette". La Grèce, l'Espagne, le Portugal et dans une moindre mesure l'Italie sont victimes d'une attaque sur la dette, c'est-à-dire que les investisseurs se débarrassent de leurs obligations d'Etat et que les taux d'intérêt des nouvelles émissions de ces pays chroniquement débiteurs augmentent. La dette publique de ces pays est libellée dans une monnaie partagée et commune à d'autres pays, l'euro.

Effectivement, les peuples peuvent toujours rêver. C'est excellent pour l'industrie bancaire qui finance le rêve à crédit

Tous ces pays appartiennent à l'Europe dite du Sud, des pays qui avaient traditionnellement une monnaie faible, qui étaient accoutumés des "dévaluations compétitives" et qui ont rejoint une zone monétaire pensant que rien n'allait

changer. Effectivement, les peuples peuvent toujours rêver. C'est excellent pour l'industrie bancaire qui finance le rêve à crédit.

Evolution de la dette publique mesurée en pourcentage du PIB

	Avant	2011	Aujourd'hui
Grèce	25% en 1980	146%	175%
Espagne	18% en 1980	60%	90%
Portugal	55% en 1990	94%	129%

Italie	95% en 1990	119%	133%
France	20% en 1980	82%	92%
Allemagne	55% en 1995	80%	77%
Moyenne de la Zone euro	72% en 1995	84%	91%

Magie de l'euro, la caution n'était plus seulement le contribuable local mais tous les contribuables de la Zone euro

Mais au fait, pourquoi toute cette dette ? Pour rêver qu'on est riche, pardi ; pour engager beaucoup de fonctionnaires qui sont si gentils et dévoués et en plus ce ne sont pas des chômeurs ; pour payer beaucoup de prestations sociales ; pour financer des Jeux Olympiques, des stades, des expositions universelles qui rapporteraient beaucoup d'argent ; pour s'offrir des vacances, des semaines de trente-cinq heures... Des banques ont prêté de l'argent qui n'existe pas (c'est leur privilège) sur lequel elles perçoivent des intérêts garantis par les contribuables. Magie de l'euro, la caution n'était plus seulement le contribuable local (le Grec et l'Italien sont plutôt rétifs) mais tous les contribuables de la Zone euro.

En 2011, on a donc procédé à quelques remises de dettes partielles en Grèce, en Espagne et au Portugal, on a créé des machins compliqués (Fonds européen de stabilité financière, Mécanisme européen de stabilité, Emergency liquidity assistance...) auxquels les porteurs de pancartes qui défilent et la plupart des gens ne comprennent rien.

Monsieur Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne, a indiqué qu'il ferait tout ce qu'il faudrait pour sauver l'industrie bancaire, oups, pardon, sauver l'euro. Les taux d'emprunt ont baissé. Les pays ont donc pu continuer à emprunter, la somme des intérêts à gonfler doucement, l'industrie financière et les politiciens vendeurs de rêve à prospérer.

L'Allemagne a voulu imposer l'austérité. Ah, l'horrible mot ! L'austérité ? Adapter les prestations sociales aux rentrées fiscales ? Vous n'y pensez pas. Et le rêve alors ?

2015, monsieur Mario Draghi, président de la BCE, a fait tout ce qu'il faut pour que nous puissions prolonger le rêve : 1 140 milliards d'euros vont être déversés pour masquer l'insolvabilité des banques et des Etats

2015, monsieur Mario Draghi, président de la BCE, a fait tout ce qu'il faut pour que

nous puissions prolonger le rêve : 1 140 milliards d'euros vont être déversés pour masquer l'insolvabilité des banques et des Etats.

Le rêve peut donc continuer. La Grèce peut engager 1 000 fonctionnaires de plus, revenir au SMIC d'avant crise, fournir l'électricité gratuitement aux nécessiteux, pratiquer la "solidarité". Qui ne rêve pas d'être infiniment solidaire, que tous les pauvres soient secourus, que tout le monde soit heureux, libre, en bonne santé, avec un travail bien payé et respire un air sain et pur. L'Etat le peut, il le doit. Morphée, morphine monétaire, rêve. Dormez tranquilles, braves gens, le système n'est jamais à cours d'argent puisqu'il le crée ! La démagogie, après s'être nourrie de crédit, se nourrit de fausse monnaie.

La dépendance au pétrole n'existe pas : les bénéfices du pétrole pour l'environnement et pour la santé



Pierre Desrochers

Publié le 29 janvier 2015

[Maintenant qu'il est officiel (selon l'agence internationale de l'énergie, soit l'AIE) que le pic pétrolier est dépasser (2006), ce texte nous permet d'imaginer ce qu'il adviendra sans lui (ou du moins s'il est plus rare et plus cher).]

Dans son fameux discours pour l'État de l'Union en janvier 2006, le Président George W. Bush déplorait la « dépendance » de l'Amérique au pétrole.^[1] Dans un article caustique publié peu de temps après, le journaliste-éditeur James K. Glassman faisait remarquer que si cette rhétorique était prise au sérieux, alors en tant qu'ancien magnat du pétrole, M. Bush avait lui-même été un « revendeur de drogue », un « trafiquant » et un « baron de la drogue ». Glassman ajoutait ensuite que la déclaration du Président était un non-sens car « l'Amérique n'est pas plus accro au pétrole qu'elle n'est accro au pain, au lait, au papier, à l'eau, aux ordinateurs, ou dans les termes immortels du regretté Robert Palmer, à l'amour ». ^[2]

En d'autres termes, le problème central dans la rhétorique de l'écologisme radical qui a ensuite été reprise par le Président Bush est qu'elle ne distingue

pas la « dépendance » des « moyens de subsistance ». Par exemple, la consommation d'héroïne sur une base régulière est qualifiée de dépendance car son usage entraîne des *conséquences néfastes*. En revanche, la consommation de pain ou de lait sur une base régulière entraîne des *conséquences positives* pour la vie et pour la santé car c'est une alimentation essentielle. Le pain et le lait fournissent des moyens de subsistance.

De manière assez large, lorsqu'on compare la consommation de pétrole (et des autres combustibles de carbone) au régime énergétique « biologique » et « renouvelable » recommandé par les écologistes, on se rend compte que le pétrole est bien davantage un moyen de subsistance qu'un produit entraînant une dépendance. Après tout, la vie de ceux qui ont vécu à l'ère de la biomasse, de l'énergie animale, éolienne et solaire était (au mieux) comparable à celle des économies les moins développées d'aujourd'hui. La plupart des agriculteurs y ont 1 chance sur 3 de souffrir de malnutrition et de disposer de revenus moyens approchant les 1 \$ par jour.[\[3\]](#) Dès que le charbon, le pétrole et le gaz naturel ont commencé à entrer dans le panorama économique au XIX^e siècle, tous les indicateurs de bien-être humain (de l'espérance de vie, du revenu par habitant, de la malnutrition et de la mortalité infantile au travail des enfants et à l'éducation) et la plupart des indicateurs environnementaux ont commencé à s'améliorer de façon significative.

Listons quelques-unes de ces vérités dérangeantes pour les écologistes radicaux :

- En 1850, la population mondiale était approximativement de 1,2 milliards d'individus. Il y a maintenant plus de 7 milliards d'entre nous ;
- En 1950, environ 1 individu sur 2,5 souffrait de malnutrition. Cette proportion est maintenant de 1 sur 7 ;
- L'espérance de vie pour les hommes blancs aux États-Unis était

environ de 38 ans en 1850, de 47 ans en 1900 et de 76 ans en 2008 ;

- En 1850, l'homme américain moyen mesurait 170 centimètres et pesait 66 kilogrammes. En 2000, il mesurait 178 centimètres et 87 kilogrammes ;

- Au niveau mondial, la mortalité globale attribuée à tous les événements climatiques extrêmes (chaleur extrême, sécheresses, inondations et tempêtes) a décliné de plus de 90% depuis les années 20 ;

- Entre 1990 et 2005, la couverture forestière a augmenté ou a été améliorée dans pratiquement tous les 50 pays les plus boisés au monde avec un revenu par habitant d'au moins 4 600 \$ (comparable au Chili), mais également dans les économies en développement comme la Chine et l'Inde ;

- Il y a une centaine d'années, la qualité de l'air urbain aux États-Unis était pire que ce qu'elle est aujourd'hui dans les villes chinoises. Elle s'est remarquablement améliorée depuis.

[[« À richesse égale » (PIB mondial), le pétrole pollue moins que ses alternatives (bois ou charbon, par exemple).]

Bien que ces progrès ne soient pas entièrement attribuables aux produits pétroliers raffinés, ces derniers ont joué un rôle important dans chacun d'eux. Par exemple :[\[4\]](#)

- 80 à 90% de la population active américaine était employée dans l'agriculture en 1800 ; elle était de 41% en 1900, de 16% en 1945 et d'environ de 1,5% aujourd'hui. En libérant nombre d'individus des travaux de la ferme, il leur a été possible de s'investir ailleurs, de la recherche médicale à l'ingénierie civile et ceci a permis d'améliorer le niveau de vie de tous. Les produits pétroliers raffinés ont rendu cela possible à travers : 1) le développement d'un transport rentable de longue distance qui a permis de concentrer la production alimentaire dans les meilleurs sites du monde ; 2)

l'augmentation spectaculaire de la quantité de nourriture produite sur un lopin de terre grâce à un large éventail d'innovations, des tracteurs et des pesticides synthétiques aux bâches en plastique et à la médecine vétérinaire ;

- Le transport de longue distance a également amélioré la nutrition en général et a permis l'éradication des famines en déplaçant les excédents agricoles des régions bénéficiant d'excédents aux régions qui en manquaient ;

- Les tracteurs ont remplacé des millions de chevaux et de mules dans les fermes américaines. Jamais malades [mais ayant besoin d'entretien et de réparations], ils n'avaient pas besoin de soins lorsqu'ils ne travaillaient pas, et ne consommaient pas plus d'un cinquième de la nourriture qu'ils aidaient à produire ;

- En 1898, les délégués réunis lors de la première conférence internationale mondiale d'urbanisme abandonnèrent l'idée de trouver une solution au problème inextricable du fumier de cheval. En dehors de leur puanteur, les excréments de chevaux et les carcasses étaient aussi source d'agents pathogènes comme la fièvre typhoïde qui coûta de nombreuses vies. De plus, les chevaux urbains amenaient nombre de parasites (rongeurs et mouches) à vivre à proximité des êtres humains, sans compter qu'ils étaient plus susceptibles de tuer des gens dans des accidents que ne l'ont été les voitures par la suite ;

- L'asphalte a, quant à lui, significativement réduit la concentration de particules de poussière dans les zones urbaines ;

- Les produits pétroliers raffinés ont aussi permis de réduire la pression exercée sur de nombreuses productions agricoles, telles que les plantes cultivées pour la production de fibres, de colorants et de caoutchouc, et sur l'élevage d'animaux essentiellement utilisés pour leur laine et leur fourrure. Ils ont aussi réduit l'exploitation des baleines (huile de baleine, base

parfumée), des arbres (bois de charpente et bois de chauffage), des oiseaux (plumes) et d'autres animaux sauvages (ivoire, fourrures et peau) ;

· Le kérosène et le pétrole lourd ont remplacé les combustibles domestiques de piètre qualité comme le bois de chauffage et le fumier. Ces derniers remplissaient les maisons de la suie, de particules, de monoxyde de carbone et de produits chimiques toxiques à l'origine de maladies pulmonaires chroniques et d'infections respiratoires aiguës mortelles. (Malheureusement, ce type de pollution tue encore des millions de personnes dans le monde chaque année) ;

· Les plastiques dérivés du pétrole ont amélioré la vie quotidienne de différentes manières, de leur usage en médecine moderne (équipement des salles d'opération, cœurs, valves, membres et articulations artificiels) au remplacement des épaisses cuves en pierre ou en argile utilisées pour transporter l'eau par des pots en plastique. Cette substitution est souvent décrite comme un petit miracle dans les économies les moins avancées.

Bien qu'ils ne soient pas parfaits, les produits pétroliers raffinés restent la manière la plus durable de sortir des milliards d'êtres humains de la pauvreté tout en améliorant l'état de notre environnement. Le problème énergétique actuel vient de que de trop nombreux activistes et entreprises subventionnées ont une vision romantique du passé et développent – grâce au soutien de l'État – des alternatives coûteuses, peu pratiques et nuisibles à l'environnement.

[A quoi ressemble une crise de devise – édition spéciale euro](#)



[John Rubino](#)
[Dollar Collapse](#)

Publié le 29 janvier 2015

La Banque centrale européenne a admis aujourd'hui que la devise dont

elle est responsable est aspirée dans un vortex déflationniste. Elle a répondu à la situation comme à son habitude, par une dévaluation. Les citoyens de la zone euro y ont quant à eux répondu comme nous pouvons nous y attendre, en convertissant leur monnaie papier sans garantie et dont la valeur sera bientôt nulle en des actifs tangibles. Ils se sont tournés vers l'or.

Après avoir fortement chuté en 2013 et avoir fait du sur-place tout au long de 2014, le prix de l'or en euros grimpe déjà depuis quelques mois. Cette transformation soudaine plutôt que graduelle a toutes les allures d'une crise de devise, notamment parce qu'il faut beaucoup de temps à la plupart des gens pour comprendre que leur gouvernement n'a aucune idée de ce qu'il fait ou leur ment ouvertement. Mais une fois qu'ils le réalisent, ils agissent très vite.



Le graphique de l'or pour l'Europe est loin d'être aussi spectaculaire que celui de la Russie ([voir ce lien](#)), parce que l'Europe ne dépend pas des exportations de pétrole, et que l'euro, bien qu'il perde de la valeur face au dollar, n'est pas encore en chute libre. Mais avec un trillion d'euros

supplémentaire qui devrait intégrer le marché l'année prochaine, et une série de crises politiques au prochain tournant, la recherche de sécurité pourrait bien vite se transformer en panique.

L'Europe et la Russie ne sont pas les seuls à faire face à de potentielles crises de devises. Voici à quoi ressemble le prix de l'or en dollars canadiens :



Comprenez bien qu'il ne s'agit pas ici d'émettre une prévision quant à notre avenir proche, mais d'une tentative d'illustrer la nature de l'or. Il se comporte ainsi en période de crises, puisqu'il est une monnaie saine et ne peut pas être créé à l'infini par des banques centrales désespérées - contrairement à l'euro, les dollars canadiens et les autres devises fiduciaires. Ces graphiques montrent ce qui se passe ne fois que cette différence commence à prendre de l'importance.

A l'heure actuelle, les inquiétudes ne concernent que certaines régions. Les Européens perdent confiance en leurs gouvernements et se tournent vers l'or, sans pour autant remettre en question des concepts tels que l'activisme des gouvernements et la gestion des devises fiduciaires par les banques centrales. Pour eux, l'euro pourrait s'en sortir s'il était mieux géré.

Nous aborderons le prochain chapitre lorsque suffisamment de devises locales s'effondreront et que suffisamment de gens se rendront compte que le

problème n'est pas spécifique à certains gouvernements ou certaines formes nationales de monnaies, mais à l'idée de devise fiduciaire. Lorsque cela se produira, le graphique global du prix de l'or ressemblera plus à celui de l'Europe – mais avec davantage de zéros.

LA PARTIE N'EST QU'ENGAGÉE

29 janvier 2015 *par* François Leclerc

« Il n'est pas question de supprimer la dette grecque. Les autres pays de la zone euro ne l'accepteront pas », a affirmé Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, ce matin dans le Figaro, tout en ajoutant « des arrangements sont possibles, mais ils n'altéreront pas fondamentalement ce qui est en place ». La réponse immédiate des dirigeants européens a pris la double forme du déclenchement d'un tir de barrage contre la réduction de la dette grecque, et de déclarations destinées à piéger l'opinion publique européenne, comme celle de Sigmar Gabriel – le ministre allemand de l'économie et leader du SPD -sur le thème que le changement ne peut pas se faire au détriment des Européens (désormais les créanciers de la Grèce).

Au sein des cercles dirigeants européens, un peu désarçonnés par la rapidité avec laquelle le nouveau gouvernement a été mis en place et pris de premières décisions, l'attitude à adopter n'est toutefois pas encore clairement déterminée. Les deux premiers éclaireurs – Martin Schulz et Jeroen Dijsselbloem – vont arriver à Athènes et Yanis Varoufakis, le nouveau ministre des finances, est attendu lundi à Paris afin d'engager une mission de bons offices française. À quel prix acceptable l'équipe de Syriza peut-elle devenir raisonnable reste la question posée, en dépit des mesures prises ou annoncées, qui brisent le cadre des exigences de la *Troïka* ? Une des questions clé est précisément de savoir si la mission de cette dernière doit être éclipsée afin de trouver un compromis.

L'attention s'est portée sur la crise des banques, qui ont perdu hier en une seule séance de la Bourse un quart de leur valeur. Leur cote a depuis repris une partie de ses couleurs, sans doute sous l'effet d'une déclaration apaisante à Bloomberg de Danièle Nouy, la présidente du Conseil de supervision (des banques) au sein de la BCE : « les banques grecques font actuellement face à une situation difficile en raison des récentes élections, mais elles sont assez fortes (...) Elles vont traverser cette crise comme les précédentes ». La

situation est sérieuse, les retraits de capitaux des banques ayant été de 11 milliards d'euros en janvier, exprimant la crainte des milieux d'affaires devant la victoire de Syriza. Un responsable de la Bundesbank avait ensuite mis de l'huile sur le feu en mettant en garde contre « les conséquences fatales pour le système financier grec » de la remise en cause de la politique suivie jusque-là. En contrôlant le robinet des aides en liquidités d'urgence des banques (ELA), la BCE a la situation entre ses mains, ayant fixé à fin février – dans un mois – la décision de le fermer ou pas, ce qui précipiterait alors les événements. Il n'est pas certain qu'elle soit très à l'aise à la perspective de devoir exercer cette responsabilité.

Destinée à être annoncée le 5 février prochain à l'occasion du vote de confiance du Parlement au nouveau gouvernement, une première salve de mesures va illustrer son propos. Ayant pour objectif de sortir de la « crise humanitaire », elles s'inscrivent en faux avec les exigences de la *Troïka* : il est question d'augmenter le salaire minimum, de stopper le programme de privatisation (dont les revenus étaient destinés à rembourser la dette), de restaurer le 13^{ème} mois de la retraite des petits retraités, et de réintégrer certaines catégories de fonctionnaires, dont les enseignants.

Du côté des gardiens du temple, il est utilisé la formule « pas de réformes, pas d'argent ! », mais c'est méconnaître la politique de Syriza. Celle-ci vise en premier lieu à ne plus avoir à courir après la réalisation d'un excédent budgétaire primaire avec comme seul résultat de rembourser la dette. Et de substituer aux réformes de la *Troïka*, porteuses d'une crise sociale sans fin et sans espoir, d'autres réformes s'attaquant aux plaies de la société et de l'économie grecque afin de créer une nouvelle dynamique. Il n'est pas demandé de financement supplémentaire, une fois les versements déjà décidés et suspendus du second *plan de sauvetage* débloqués, mais la liberté de choisir ses moyens pour relancer l'économie. En s'attaquant notamment à la fraude fiscale de grande envergure, et en s'appuyant sur l'énergie de ceux qui auront le sentiment de travailler pour eux-mêmes.

Afin de faire face aux échéances de remboursement de l'été, la BCE pourrait procéder comme elle l'a fait avec l'Irlande et faire rouler la dette grecque sans avoir à enregistrer de perte. Ensuite, une formule de remboursement de celle-ci pourrait l'assujettir aux résultats obtenus en matière de relance et de croissance du PIB, intéressant à ses résultats à la fois les créanciers et les

débiteurs, en attendant que le panorama européen se dégage. Contrairement à ce qu'a trop rapidement déploré Martin Schulz, Syriza ne dit pas non à tout mais est porteur d'une alternative, une des questions étant de savoir comment elle va résonner.

Faut-il critiquer la voie provocatrice choisie par Syriza ou s'inscrire dans sa logique ? Rechercher avant toute chose une alliance avec les gouvernements français et italien n'était-il pas irréaliste, au vu de leur incapacité à formuler une politique alternative ? Pourquoi ne pas laisser chacun jouer sa partie à sa façon tout en se renforçant mutuellement ? Mark Carney, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, s'est invité dans le débat en exprimant sa crainte d'une « décennie perdue » de la zone euro. « Ce n'est plus l'heure des demi-mesures » a-t-il déclaré, évoquant la nécessité d'apporter « une prospérité durable pour ses citoyens », puis en mettant les points sur les « i » : « il n'est pas difficile de conclure que si la zone euro était un pays, la politique budgétaire serait nettement plus favorable »...

Sauf à précipiter la Grèce dans le défaut, la partie n'est qu'engagée. Le débat est politique, ses conséquences européennes le seront aussi, même si elles ne sont pas immédiates. Premier test électoral : les élections régionales anticipées en Andalousie du 22 mars prochain, où l'enjeu va être de mesurer la résistance du PSOE à la poussée de Podemos.

Le principal indicateur du fret en vrac est à son plus bas niveau depuis la débâcle de Lehman Brothers

par Audrey Duperron · 29 janv. 2015 Express.be



Le Baltic Dry Index, le principal indicateur du transport maritime en vrac, a atteint son plus bas niveau depuis la faillite de la banque Lehman Brothers en 2007, qui a marqué le début de la crise financière.

Cet indice décrit l'évolution du prix des expéditions par vraquier qui

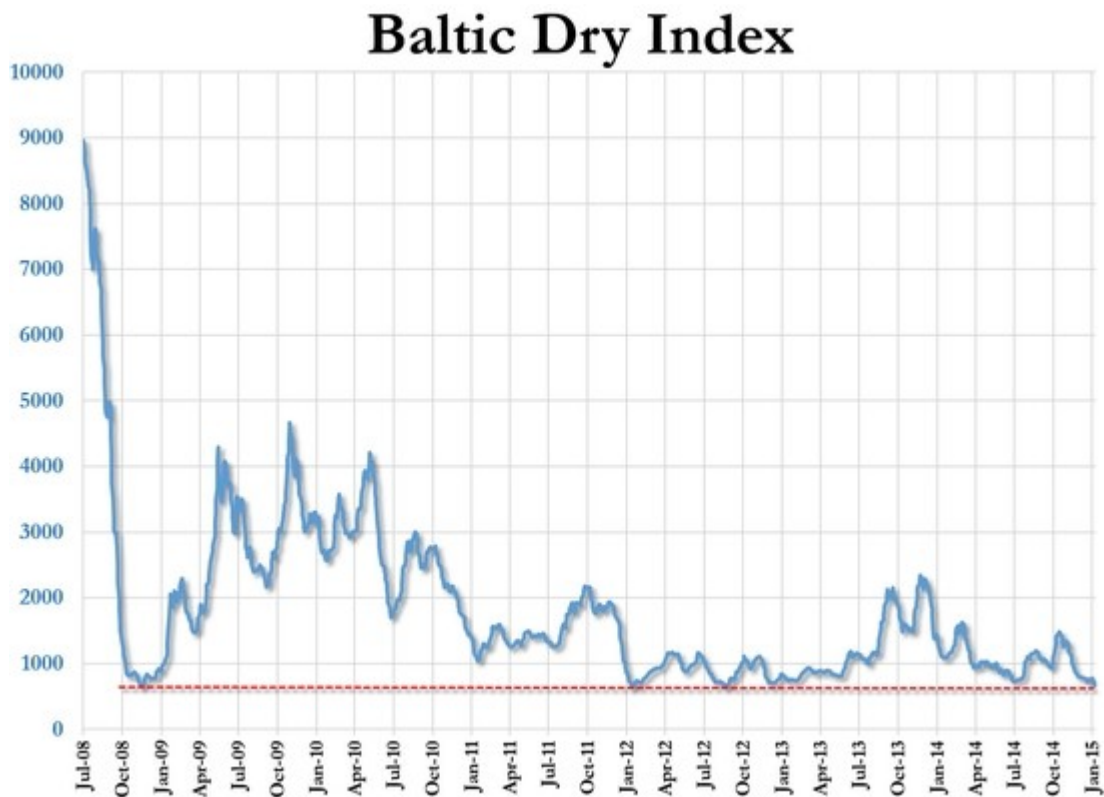
concernent essentiellement les matières premières sèches (charbon, minerais, céréales). Il est calculé sur la base du tarif du fret pour les matières premières sur les 20 itinéraires d'expédition les plus fréquents.

Les économistes voient le Baltic Dry Index comme un indicateur objectif, parce qu'il est le reflet quasi immédiat de l'économie mondiale, sans influence politique ou autre. L'élément spéculatif de la bourse est absent, parce que l'on n'affrète qu'un seul navire pour transporter des marchandises.

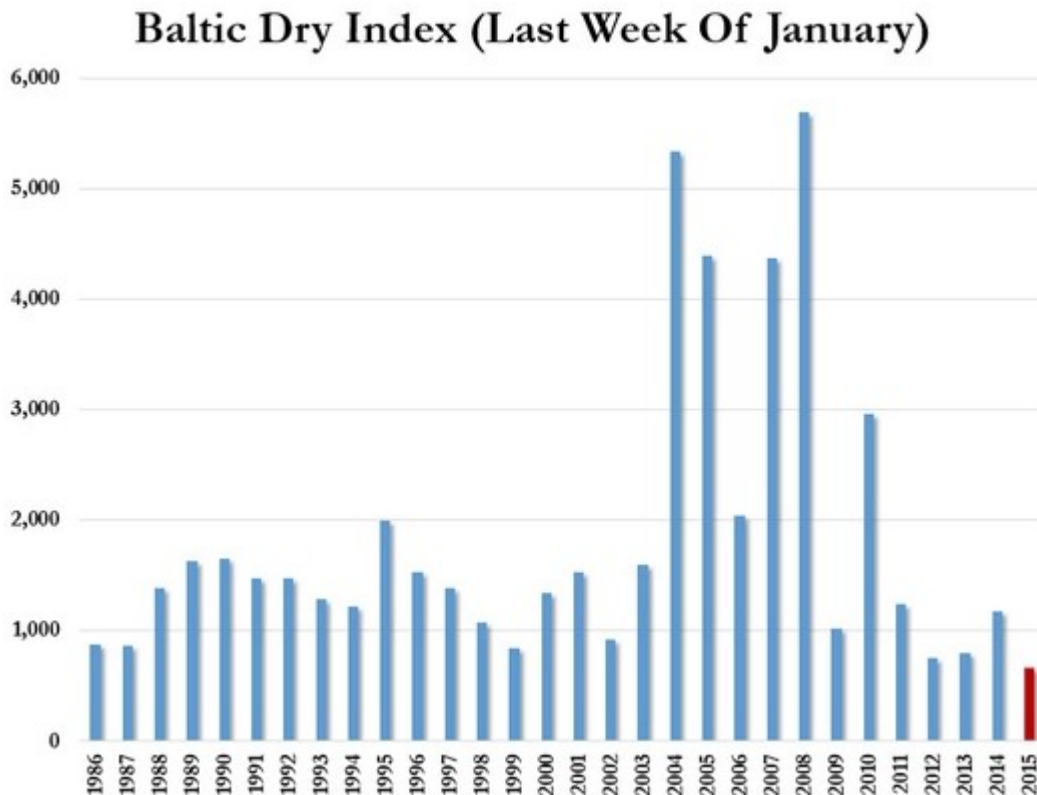
La baisse du Baltic Dry Index reflète une forme de panique sur les marchés des matières premières, où les cours continuent de baisser, signe que l'économie mondiale vacille.

S'y ajoute la crainte que [l'économie chinoise ne puisse éviter un atterrissage brutal](#), qui ne serait pas sans conséquences pour l'économie mondiale.

Sur le graphique ci-dessous, on voit que l'indice est maintenant inférieur au niveau qu'il avait atteint juste après la débâcle de Lehman Brothers:



Sur un deuxième graphique, on voit qu'au cours de la seconde semaine de janvier, le Baltic Dry Index a atteint un niveau encore plus bas qu'aujourd'hui, inférieur à celui qu'il avait atteint en 1986 :



9 raisons pour lesquelles le QE de 1140 milliards d'euros de Mario Draghi n'est pas une bonne idée

par Audrey Duperron · 27 janv. 2015 Express.be



Le docteur en droit belge [Georges Ugeux](#), qui a été vice-président de la Bourse de New York entre 1996 et 2003, et qui est l'actuel CEO de la banque d'investissement Galileo mondial, évoque sur [son blog publié sur le journal français Le Monde](#) le [programme d'assouplissement quantitatif](#) lancé la semaine dernière par [Mario Draghi](#), président de la Banque centrale européenne (BCE), et qu'il qualifie de « Commedia dell'Arte del Professore

Draghi ». Ugeux voit neuf raisons pour lesquelles ce programme est inutile :

1. La prise en charge des États qui refusent de se réformer

Les achats d'obligations ne porteront que sur celles dont les taux d'intérêt seront jugés trop élevés. Or, actuellement, des pays tels que l'Allemagne et la France supportent des taux d'intérêt très faibles. La Grèce, dont l'avenir économique est trop incertain, ne pourra pas bénéficier de cette mesure. En fin de compte, ce sont surtout des pays très endettés, tels que l'Italie (patrie de Draghi) qui profiteront de cette mesure.

2. La prise en charge de banques qui ne veulent prêter qu'aux gouvernements

Malgré les programmes précédents de la BCE pour stimuler les crédits (LTRO, TLTRO), [les banques n'ont cessé de réduire les montants qu'elles ont prêtés depuis 2011](#), qui sont passés de 18.000 milliards à 16.700 milliards. En revanche, leur encours en obligations souveraines s'est maintenu à 2.800 milliards d'euros.

3. Le mirage de la création d'emplois et de la croissance

Les taux d'intérêt sont déjà très bas, et le programme, même s'il provoque une nouvelle baisse de 0,25% des taux d'intérêt, n'incitera donc pas les entreprises à investir ou à recruter du personnel.

4. La BCE a un objectif caché

Le programme vise à soutenir les pays de la zone euro avec le fardeau de dette le plus important, c'est à dire la France et l'Italie. Au cours de ces 5 dernières années, ces deux pays, qui présentent un risque important pour la zone euro, compte tenu de leur taille, ne se sont guère réformés, ni désendettés.

5. Les chiffres secrets de la BCE

On ne trouve aucune donnée concernant les prêts et les obligations octroyés aux États de l'Union européenne dans les statistiques de la BCE. Autrement dit, le risque supporté par la BCE en fonction des différents Etats membres n'est pas connu.

6. L'Amérique n'a pas d'exemple à donner

Selon Ugeux, le programme d'assouplissement quantitatif aux Etats-Unis n'a eu pour seul effet que de faire monter les cours de la bourse américaine, et de profiter aux banques. Il n'a guère stimulé la reprise économique, et n'a pas incité les banques à accorder plus de crédits. Le système économique américain est très différent de celui de l'Europe et la relance économique américaine est largement imputable à un marché du travail bien plus flexible qu'en Europe, par exemple.

7. Les montants du programme sont astronomiques

Le programme se monte à 60 milliards d'euros mensuels, un montant plus important que le dernier QE américain, affirme Ugeux. En outre, la BCE a précisé qu'elle le stopperait dès qu'elle aurait atteint son objectif d'inflation de 2%, ce qui pourrait prendre des années, étant donné que le QE n'aura pas d'impact sur l'inflation, et qu'il pourrait même favoriser la déflation, comme l'avait fait le programme de LTRO. Par contre, il aura pour effet de gonfler le bilan de la BCE de 720 milliards d'euros chaque année.

8. Les banques seront les grandes gagnantes

Les banques qui auront besoin de liquidités pourront revendre à très bon compte les portefeuilles d'obligations souveraines qu'elles détiennent. Mais en réalité, elles n'ont guère besoin de cette mesure, compte tenu qu'elles bénéficient actuellement de taux d'intérêt interbancaires très faibles, de l'ordre de 0,28% pour une échéance à un an, et même négatifs pour les échéances de très court terme.

9. Les banques centrales nationales assumeront les risques

Georges Ugeux se félicite que la chancelière allemande Angela Merkel ait refusé la mutualisation des dettes qui se serait produite si les rachats d'obligations avaient été faits par la BCE elle-même. Au lieu de cela, ce sont les banques centrales nationales qui prendront dans leur bilan les obligations rachetées, et qui assumeront en conséquence les risques associés. Compte tenu de l'incapacité de certains pays à se réformer et à se désendetter, il est inéluctable que leurs obligations souveraines perdent de la valeur à l'avenir.

Crise ou effondrement ? cela ne tient qu'à nous!

29 janvier 2015 *blog de Paul Jorion* | par Zébu

« Le glissement vers une complexité croissante, initialement opéré pour atténuer les tensions ou profiter d'un aubaine, est au départ une stratégie rationnelle et productive qui génère un rendement marginal favorable. Cependant, comme toujours, les tensions continues, les épreuves non anticipées et le prix élevé de l'intégration socio-politique se combinent pour faire baisser ce rendement marginal. Alors que celui-ci décline, la complexité, en tant que stratégie, génère des bénéfices comparativement plus faibles à des coûts de plus en plus élevés. Une société qui ne peut enrayer cette tendance, comme au moyen de l'acquisition d'un subside d'énergie, devient vulnérable aux poussées de tensions qu'elle ne put affronter car elle est devenue trop faible ou trop appauvrie, ainsi qu'au déclin du soutien de sa population. Si cette tendance se poursuit alors qu'une poussée de tension insurmontable est de plus en plus probable avec le temps, l'effondrement devient une question de probabilité mathématique. Avant qu'une épreuve survienne, il peut se produire une période de stagnation économique, de déclin politique et de recul territorial. »[\[1\]](#).

Quand Joseph A. Tainter écrit ces lignes en 1988, il ne pense pas forcément aux sociétés actuelles auxquelles il appartient (occidentale et nord-américaine) et il dresse surtout un inventaire de 3 cas (Empire Romain d'Occident, Mayas Classiques des Basses-Terres et société Chacoane du Sud-Est nord-américain) d'effondrement de sociétés antiques, qu'il entreprend d'analyser comme cas d'étude à l'appui de sa théorie : l'effondrement est essentiellement dû à une perte de rentabilité marginale[\[2\]](#) du fait de la complexité croissante que toute société organisée génère en se développant.

Et pourtant, ce qu'il décrit là résonne étrangement à nos oreilles d'Européens de 2015, tant la dernière phrase semble décrire la situation de l'Union Européenne : « *Si cette tendance se poursuit alors qu'une poussée de tension insurmontable est de plus en plus probable avec le temps, l'effondrement devient une question de probabilité mathématique. Avant qu'une épreuve survienne, **il peut se produire une période de stagnation économique, de déclin politique et de recul territorial.*** ».

Car à l'aune de la 'crise' actuelle que vit l'Europe et plus largement le monde actuellement, on pourrait se demander si l'aspect 'crise' ne serait pas qu'une des facettes d'un effondrement en cours en train d'affleurer.

Si les Américains, dès le développement de la crise en 2008, ont pu déverser des tombereaux de liquidités dans le seau percé par les subprimes par trillions de dollars[3], il fallut attendre donc le 22 janvier 2015 avant que la BCE ne se décide à faire la même chose que la Fed mais aussi la Banque d'Angleterre, la Banque du Japon et même à un certain niveau la Banque de Chine : à un niveau très inférieur et presque 6 ans plus tard, au prix d'une crise sociale, économique et politique importante. Néanmoins, si l'action américaine, massive et immédiate, conjuguée au rôle prépondérant du dollar dont les USA bénéficient, a permis d'éteindre l'incendie (ce qui est loin d'être le cas pour le Royaume-Uni ou pire encore, pour le Japon), ce fut aussi au prix d'une plus grande fragilité de la société, sans avoir résolu qui plus est la question de la complexité croissante et surtout des inégalités croissantes.

Le problème reste donc entier et les solutions désespérément absentes.

Or, pour Tainter, « *Pour les sociétés humaines, le meilleur moyen d'obtenir une croissance socio-économique continue et d'éviter ou de circonvenir (ou au moins de financer) les baisses de la productivité marginale est d'obtenir un nouveau subside énergétique lorsqu'il devient visible que la productivité marginale commence à chuter. Parmi les sociétés modernes, cela a été accompli en exploitant les réserves de combustibles fossiles et l'atome.* »[4]. Ce moyen, comme il le décrit, devient néanmoins de plus en plus restreint, du moins avec un rendement marginal qui ne chute pas (augmentation des coût de production pour un baril de pétrole), sauf à espérer en des techniques d'accès à de nouvelles ressources, comme le pétrole et le gaz de schiste, dont on a vu récemment que la complexité du monde actuel rend plus accessible le coût du pétrole non issu du fractionnement du schiste, du fait de l'action des pays du golfe producteurs de pétrole pour contrer le développement d'une telle possibilité ! Et quant à l'atome, on a vu avec Fukushima (et avant, avec Tchernobyl) qu'un développement de l'énergie atomique a un prix, celui d'un 'permafrost humain' territorial en cas d'accident, sans oublier évidemment l'arme atomique, première arme à pouvoir rayer l'espèce humaine de la

surface de la terre, ni les déchets radioactifs dont on reporte à 'demain' la gestion, dans l'espoir sans cesse renouvelé que 'la science y pourvoira'. Il y aurait bien la fusion, mais celle-ci semble, du moins à court terme, hors de portée ...

Autre moyen évoqué par l'auteur, l'expansion territoriale, c'est-à-dire la conquête de nouveaux territoires pour une société complexe, est devenu quasiment impossible depuis la fin de l'expansion coloniale et la fin tout court de la colonisation, système par ailleurs où le rendement marginal devenait aussi après la première guerre mondiale déficitaire (après avoir été pendant longtemps bénéficiaire), alors même que les 'métropoles' demandaient des investissements faramineux du fait des ravages de la guerre 14-18. L'arme atomique est venue dès 1945 clôturer ce moyen pour une bonne partie du monde et le droit international a fini par garantir le respect des frontières par les États, même si 'à la marge' ces frontières sont parfois sujettes à cet 'expansion territoriale' (Palestine-Israël, Géorgie-Russie, Ukraine-Russie, ...) ou à l'effondrement des États (Irak, Libye, ...).

Ce monde étant limité, nulle autre expansion donc ne fut entreprise sinon hors de ce monde, mais la conquête spatiale finit elle aussi par s'épuiser, par absence de rendements marginaux suffisants pour pouvoir continuer à investir des sommes qui commençaient en outre à manquer sur terre.

Enfin, autre limite, l'exploitation sans fin de la planète et de ses ressources commença à produire des effets négatifs croissants sur les sociétés humaines.

En reprenant l'exemple européen contemporain, on s'aperçoit qu'avec la chute du mur de Berlin, la 'société européenne' a réalisé cette expansion territoriale de manière non violente pour compenser la complexité croissante de ses transformations jusqu'aux limites des zones d'influence de l'espace russe, mais au prix d'une réunification allemande, d'un accroissement de la complexité politique, qu'était censé compenser la monnaie unique l'euro et l'intégration croissante des économies dans l'espace économique de l'Union Européenne.

Cette expansion européenne a connu cependant coup sur coup 3 limites : Tchernobyl et la fin de l'énergie atomique conçue comme inépuisable et incontournable, la crise financière et de l'euro et la fin de l'intégration

économico-politique à partir de 2008, la crise ukrainienne et la fin de l'expansion géopolitique de l'Europe en 2014.

À cela, et alors que l'Europe connut pendant les décennies d'après seconde guerre mondiale une relative égalité au sein de ses sociétés du fait de l'instauration d'institutions de régulation sociales, il est nécessaire d'ajouter l'accroissement des inégalités qui fut le moteur d'une « *tension insurmontable* » qui accéléra le processus d'effondrement en cours.

Dans ce contexte, l'intervention récente de la BCE n'est qu'une tentative palliative de l'impossibilité factuelle de pousser plus avant cette expansion européenne, y compris et surtout par une plus grande intégration au travers d'une fédéralisation plus poussée, que ce soit au niveau des institutions politiques ou des politiques monétaires. Qui plus est, cette intervention ne peut faire face aux tensions (bientôt insurmontables) que produisent les politiques d'austérité menées par les institutions européennes, le FMI et les différents gouvernements européens qui produisent de l'instabilité dans des sociétés déjà déstabilisées par leur incapacité à perpétuer leur nature profonde, à savoir croître. En l'absence d'une telle croissance, les ressources se raréfiant, il devient dès lors de plus en plus difficile d'injecter les moyens nécessaires pour maintenir à flot les sociétés européennes, sauf à devoir ponctionner les richesses où elles se trouvent, ce que les gouvernants se sont tous refusés à faire en Europe.

Mais, dans un registre différent, on pourrait tout aussi bien parler de la tension supplémentaire que la société française vient de subir avec les attentats récents, qui viennent fragiliser cette même société déjà fragile par la crise et qui le sera encore plus avec les politiques d'austérité qui feront bientôt sentir leurs effets dès cette année par le 'choc de l'offre', pendant des politiques d'austérité et de réduction de l'investissement public. Très concrètement, on pourrait ainsi prendre comme exemple [les mesures](#) dont la Ministre de l'Education avait été chargée de prendre 'en toute urgence' pour faire face à cette agression définie comme déréliction interne, symptôme d'un 'malaise', pour le moins.

A la vue de ces mesures, on ne peut s'empêcher de penser que le rendement

marginal pour la société française ne pourra pas s'améliorer tant que l'on continuera à agiter ainsi les totems de la laïcité qui n'en peut mais, pour la raison toute simple que les moyens manquent pour ce faire[5], mais aussi parce que la laïcité n'est que le mode particulier de contractualisation civile de la société française avec elle-même : comment pourrait-elle remédier à l'explosion des inégalités par le renforcement, y compris par la répression, d'un chant incantatoire sur la fraternité ?

Là aussi, les invocations de 'Dieux antiques'[6] par des prêtres féroces, les mêmes d'ailleurs qui régissent la religion néo-libérale, devrait faire réfléchir ...

Tous ces signes (et non ces 'cygnes') laissent à penser que le processus d'effondrement, engagé en Europe (et au Japon), stoppé pour l'instant aux Etats-Unis (mais pour combien de temps) se révèle de plus en plus en lieu et place de ce que l'on dénommait encore il y a peu 'la crise', sous-entendu qu'une crise a toujours une fin et qu'il suffirait de faire un peu d'efforts pour en voir le bout.

L'intervention, en lieu et place du politique, voire même de la société, de la BCE nous indique bien à quel degré nous en sommes rendus aujourd'hui pour ne plus qualifier nos temps actuels de temps 'en crise', mais bien de temps d'effondrement.

De cette représentation bien pessimiste, n'y aurait-il rien donc à faire que ce qu'ont pu faire alors les Romains, du moins les plus riches d'entre eux : s'adonner aux plaisirs de la vie en attendant la fin ?

N'y a-t-il donc pas de solutions alternatives, hors d'investir plus encore (à quels coûts, politiques, sociaux et économiques ?) pour approfondir l'intégration, notamment par la fédéralisation en Europe ?

Ne resterait-il in fine qu'une décroissance comme possibilité, laquelle ne résoudrait cependant pas la question des inégalités, ou d'une 'partition' avec les 'retours à la nation' comme solution pour réduire le degré de complexité et tirer les marrons du feu en cours, sans rien résoudre là encore des limites évoquées plus haut ?

De fait, il y a bien une opportunité et celle-ci se présente à nous, Européens, non pas de ‘stabiliser’ le volapük complexe comme l’ont fait les Américains, mais bien d’en ‘sortir’.

Car ce que nous n’avons pas encore évoqué de l’ouvrage de Tainter, c’est que les sociétés s’effondrent parce qu’elles continuent à investir à système constant, lequel crée de la complexité, rendant ces investissements de plus en plus réduits, pour finir par devenir négatifs : il nous faudrait donc transformer nos sociétés dans un sens visant à réduire la complexité qui produit l’effondrement, tout en sauvegardant la complexité sociale qui fait notre véritable richesse.

Dans ce sens, l’alternative est en cours d’arriver au pouvoir, avec Syriza en Grèce, et peut-être Podemos en Espagne à la fin de l’année.

Il faut donc espérer que leur arrivée au pouvoir permettra en premier lieu de combattre les politiques d’austérité, qui produisent les tensions « insurmontables » dont parle Tainter, pour ensuite s’attaquer aux véritables causes de l’effondrement, à savoir les inégalités.

Mais encore faudrait-il que ces alternatives soient soutenues en Europe, par les Européens, à la fois pour montrer et respecter un devoir de fraternité et de solidarité avec nos concitoyens européens qui ont choisi de sortir de ce cadre, mais aussi pour montrer à nos gouvernants que nous les soutenons dans la négociation qui ne tardera pas à s’engager au lendemain de leurs victoires électorales effective ou potentielle, signifiant par là-même que nous attendrons notre tour le moment venu.

Car le moment va aussi venir en France. Des élections, certes locales mais ô combien importante pour le PS, auront lieu en mars puis en décembre.

À cela, il convient d’ajouter que les effets qui ne manqueront pas d’être délétères des politiques du ‘choc de l’offre’ ne tarderont pas non plus à se faire jour, et qu’en début 2016, il sera lors patent pour tous, y compris nos autistes au pouvoir, que l’échec n’est plus évitable mais bien présent.

A ce moment là, parce que nous aurons été mobilisés dans la solidarité européenne, parce que la réalité et la vérité feront corps, à ce moment là

alors, on pourra penser à travailler pour faire en sorte que nous puissions écrire dans quelques années que nous avons bien vécu une ‘crise’, et non un effondrement.

NOTES :

[1] p. 149, in « L’effondrement des sociétés complexes », Joseph A. Tainter, Ed. Le Retour aux sources, 2013.

[2] ‘rentabilité marginale’ : le surplus d’investissements (efforts, coûts, etc.) nécessaire pour générer une croissance $[(A1-A)/(B1-B)]$; B étant ‘l’investissement’ et A le ‘résultat’ ; A l’état précédent et A1 l’état suivant]. Pour Tainter, les différentes causalités évoquées dans les multiples cas d’effondrement analysés, comme la diminution des ressources, l’apparition de nouvelles ressources, des catastrophes, des réponses insuffisantes ou inadéquates aux situations, des envahisseurs, une mauvaise gestion, un dysfonctionnement social ou mêmes des causes économiques ne suffisent pas à donner un sens générique à tous les cas d’effondrement qui ont pu se dérouler dans l’Histoire mondiale. A ses yeux, les causes économiques sont les causes les moins mauvaises parmi celles évoquées. La question des inégalités croissantes n’apparaît pas dans son ouvrage, écrit dans une société et à une période où les sociétés occidentales restent encore malgré les ‘reaganomics’ épargnées par l’explosion des inégalités que l’on connaît actuellement.

[3] Rien que pour le TARP, programme gouvernemental, ce sont 700 milliards de dollars qui furent mobilisés et 7 700 milliards de dollars en garanties de la FED.

[4] Ibid., p.145.

[5] Et pour cause : les politiques d’austérité, même pour ces totems, ne seront pas remises en cause, ce qui devrait en faire réfléchir plus d’un quant à la véritable motivation de ceux qui nous gouvernent de faire face à la ‘menace’ sur des sujets qu’ils qualifient eux-mêmes d’essentiels ...

[6] A voir comment on parle aujourd’hui de la loi de 1905 et de ses ‘mânes’, on se dit que nos gouvernants et notre société ressemble étrangement à la société romaine antique.

À ATHÈNES, TOUT SE PRÉCIPITE

28 janvier 2015 par François Leclerc |

Constitué en un temps record, le gouvernement Tsipras a prêté serment en se passant de la traditionnelle bénédiction de l’Église orthodoxe. Sans attendre, de premières cartes sont prêtes à être posées sur la table, mais les événements se précipitent.

De nombreuses mesures législatives sont dans les tuyaux et, premier symbole en annonçant d’autres, le gouvernement a stoppé la vente de 67 % des parts du port du Pirée pour laquelle des acheteurs avaient été déjà sélectionnés. L’augmentation du salaire minimum suivrait. La priorité est accordée à la mise en œuvre sans tarder de premières mesures phares, avec comme projet de sortir le pays de la crise humanitaire en attendant de détruire les oligarques, qui « ont sucé l’énergie et le pouvoir économique du pays » selon

l'expression du nouveau ministre des finances, Yanis Varoufakis. Mais le temps et les moyens vont-ils en être laissés ? Le taux de la dette grecques à trois ans a grimpé à 17 %, *les marchés* signifiant qu'ils ne veulent pas être de la partie qui va se jouer sans eux.

Ces mesures sortent délibérément du cadre des exigences de la *Troïka* qui restent pendantes, tout comme le versement des 7 derniers milliards d'euros du *plan de sauvetage* qui s'achève, la BCE ayant donné comme échéance la fin du mois de février afin de parvenir à un accord. Faute de ce dernier, elle a prévenu qu'elle stopperait l'aide en liquidités d'urgence que la Banque centrale grecque dispense aux banques du pays, alors que celles-ci font face à d'importants retraits de dépôts depuis un mois. Un effondrement du système bancaire précipiterait les événements et n'aurait d'autre issue qu'une sortie en catastrophe de la Grèce de l'euro.

Il y a urgence à trouver et mettre en musique un accord pour passer ce cap, ce qui explique la rapidité avec laquelle Jeroen Dijsselbloem, le chef de file de l'Eurogroupe, va se rendre vendredi à Athènes. Il aura été précédé jeudi par Martin Schulz, le président du Parlement européen, avant que celui-ci ne rencontre Angela Merkel et François Hollande. Mais un raidissement supplémentaire a été depuis enregistré côté allemand, venant du ministre des finances Wolfgang Schäuble : il ne rejette plus seulement un effacement de dette, mais également tout réaménagement de son calendrier de remboursement et de son taux. Il est appuyé en Espagne par Mariano Rajoy, qui ne voit son salut que dans l'application d'une ligne dure envers la Grèce. À l'opposé, le commissaire Pierre Moscovici a insisté sur le fait que « la Commission aide et veut continuer à aider la Grèce. Il n'est pas question que, de ce point de vue, il y ait une rupture. » Puis, il a précisé : « Ce que nous voulons les uns et les autres, c'est une Grèce qui se redresse, qui crée de la croissance et des emplois, qui réduise les inégalités, qui puisse faire face au problème de sa dette et qui reste dans la zone euro ». Reste à traduire ces bonnes intentions dans les faits.

Au plan diplomatique, le premier geste du nouveau gouvernement grec aura été de se démarquer de l'annonce par l'Union européenne de nouvelles sanctions contre la Russie, exprimant en cela les liens traditionnels qui unissent la Grèce et la Russie et une politique favorable à cette dernière. Avec la nomination à la tête du ministère de la Défense du leader des Grecs

indépendants (ANEL), on est entré dans la réalité pas toujours encourageante de la vie politique grecque. Le paradoxe voulant que l'alliance avec l'ANEL corresponde à un choix de fermeté vis-à-vis des dirigeants européens, alors que To Potami représentait leur cheval de Troie et que Syriza a considéré essentiel ce critère. Tranche par contre la nomination à la tête du ministère de la Justice et de la lutte contre la corruption de deux personnalités reconnues, la première pour ses convictions, et la seconde pour son action passée.

C'est une grande première : un gouvernement élu s'oppose à la politique européenne, plaçant les dirigeants européens devant la nécessité de se repositionner politiquement et d'aller au compromis... à moins que la situation ne leur échappe des mains. Si un inflexionnement de cette politique devait en résulter, cela ne se fera pas sans durs affrontements, comme Alexis Tsipras a annoncé y être préparé et comme il l'a montré en ouvrant le bal à sa façon. À l'occasion du premier conseil des ministres du nouveau gouvernement, présenté comme « de salut national », il a déclaré que « parmi nos priorités figure une renégociation avec nos partenaires pour trouver une solution juste, viable et mutuellement utile », affirmant que le gouvernement ne souhaite pas « une rupture réciproquement désastreuse », mais qu'il excluait de poursuivre « la politique de soumission ». La balle est dans le camp des dirigeants européens, à qui Yanis Varoufakis a proposé « un New Deal européen ».

[La Grèce augmente son salaire minimum et suspend la privatisation du port du Pirée](#)

par Audrey Duperron · 28 janv. 2015 Express.be



Dès le second jour de sa mandature, le nouveau gouvernement grec du

Premier ministre Alexis Tsipras démontre sa détermination. Lors d'une [interview donnée à la télévision grecque, le nouveau ministre du Travail, Panos Skourletis, a annoncé le rétablissement du salaire minimum à 751 euros](#) avec effet immédiat (soit une augmentation de 10%) « pour atténuer la crise humanitaire dans le pays ». Le sous-ministre de la Réforme administrative, George Katrougalos, a également annoncé le retrait immédiat d'une mesure du précédent gouvernement qui prévoyait le licenciement de plusieurs fonctionnaires. Ce licenciement était une des mesures imposées par la troïka composée de la Commission européenne, du Fonds Monétaire International et de la Banque Centrale Européenne, dans le cadre du plan de sauvetage de la Grèce .

Ainsi, SYRIZA tient déjà deux promesses de campagne.

[Une autre décision remarquable porte sur la suspension de deux grands projets de privatisation](#), dont celui du port du Pirée à un consortium chinois, qui faisait également partie des accords du plan de sauvetage. Le gouvernement veut réviser l'accord qui avait été signé précédemment « en faveur du peuple grec ».

La privatisation du port de Thessalonique, le second plus grand port du pays, et celle de la compagnie ferroviaire grecque Trainose, ont aussi été suspendues.

Bonne nouvelle! Kim Dotcom va vous permettre de couillonner la NSA!

28 janvier, 2015

Posté par [Benji](#) , Les Moutons enragés

C'est une bonne nouvelle, puisqu'à l'heure actuelle, tout ce qui passe par internet peut être surveillé, discuter à distance s'avère difficile si l'on veut le faire sans que de grandes oreilles nous écoutent. Mais voilà que Kim Dotcom, le créateur du feu « Megaupload » qui a récidivé avec Mega, propose maintenant une solution pour discuter de manière sécurisée et cryptée. Pour commencer, par visio et téléphone, mais la version texte est pour bientôt. Le seul véritable moyen de vous espionner après cela sera un keylogger qui enregistre toutes vos touches de tapées au clavier...

Après Megaupload, Mega et un parti politique, Kim Dotcom revient

avec un nouveau service. L'entrepreneur



extrême et

mégalomane se lance sur un nouveau marché, celui de la messagerie en ligne.

Kim Dotcom annonçait fin 2014 être en faillite. L'homme à la tête de MegaUpload avait vu son service fermé par les autorités en 2012 dans le cadre d'une campagne anti-piratage. Il revient aujourd'hui avec un nouveau service dédié à la messagerie.

Les offres de tels services fleurissent actuellement sur le marché, portées par le succès de nombreux acteurs très hétéroclites. Après WhatsApp, iMessages et autres WeChat, Facebook vient notamment de renforcer son service Messenger avec un module de transcription instantané de l'oral à l'écrit. Et bien il faudra aussi bientôt compter sur un nouvel arrivant : MegaChat.

Le lancement de MegaChat est assuré dans le cadre d'une version beta ouverte à tous. Dans un premier temps, MegaChat permettra de réaliser des appels audio ou vidéo en ligne. Cette version sera par la suite enrichie de nouvelles fonctionnalités telles que des messages textes, par exemple.

La particularité du service de Kim Dotcom repose sur sa sécurisation. C'est en tout cas l'un des arguments phares de son créateur, celui de développer une alternative sécurisée à Skype. La

promesse est assurée par un système de chiffrement des conversations.

En termes d'accessibilité, MegaChat se présente sous la forme d'un onglet « Conversations » accessible sur l'interface du service de stockage en ligne de Mega. Une nouvelle corde à l'arc de Kim Dotcom, que vous allez pouvoir tester en passant par [cette adresse](#).

Source: [Gizmodo.fr](#)

La fin de l'État de Grèce

Marc Fiorentino Morning Zapping 29 janvier 2015

Les sourires des commentateurs et des hommes politiques après la victoire de Tsipras aux élections de dimanche sont déjà un lointain souvenir. L'état de grâce (jeu de mots dans le titre...) est déjà terminé et le retour à la réalité fulgurant. Les banques grecques ont perdu 50% de leur valeur, la bourse d'Athènes s'effondre: un défaut de la Grèce n'est plus impossible.

ATHÈNES CHUTE

Je vous avoue que je n'ai pas compris l'euphorie médiatico financière qui a suivi les élections de dimanche en Grèce. Lundi, on n'avait pas le droit d'exprimer des doutes sur les conséquences de la montée au pouvoir d'un parti de la gauche radicale, on nous expliquait que la Grèce venait de retrouver sa dignité et que la Grèce permettrait même de faire pencher la balance en Europe de l'austérité vers la relance. L'état de grâce n'aura duré que 24 heures. La bourse d'Athènes s'effondre et les valeurs bancaires ont subi leur pire journée de baisse hier. Elles n'avaient même pas connu ça lors de la crise de la dette.

POURQUOI LA CHUTE ?

On avait tout simplement oublié que Tsipras n'avait aucune marge de manœuvre. Il n'a pas d'argent. Avec l'explosion des taux d'emprunt de la dette grecque, le 10 ans est repassé au dessus des 10%, il ne peut pas faire appel au marché. Il a donc besoin de l'Europe et du FMI pour payer les salaires des fonctionnaires en Mars. Non seulement il n'est pas en position

pour négocier sa dette mais il doit même convaincre l'Europe de lui prêter de l'argent avant la fin février. Difficile d'emprunter de l'argent quand on explique qu'on ne veut pas rembourser. [Les marchés commencent à anticiper un risque accru de défaut grec.](#)

DÉFAUT GREC ?

Un défaut grec coûterait 300 milliards à l'Europe. Et provoquerait la sortie de la Grèce de la zone euro. Ce scénario est peu probable mais il n'est plus inenvisageable. Tsipras ne peut pas décevoir ses électeurs en se mettant à nouveau sous la tutelle de la troïka et d'un autre côté, l'Europe, et surtout l'Allemagne, n'a aucune raison de lâcher. La Grèce n'a jamais eu sa place dans la zone euro, il serait logique que l'on envisage sa sortie.

WALL STREET FLANCHE

Le S&P a rechuté en dessous des 2000. Les résultats des entreprises, à part Apple..., déçoivent et les titres sont sévèrement sanctionnés. De nombreuses entreprises indiquent que leurs marges seront sous pression du fait de la hausse du dollar.

APPLE

Je n'en suis toujours pas revenu...[les résultats sont vraiment phénoménaux.](#) Facebook a également annoncé un doublement de ses profits. La domination de la Silicon Valley devient perturbante.

LES PAYS POUR VIVRE HEUREUX

Challenges en fait sa couv. Il reprend le classement de l'ONU sur le "bonheur mondial". Dans l'ordre, Danemark, Norvège, Suisse, Pays-bas, Suède, Canada, Finlande, Autriche, Islande. Que des pays où il caille, c'est bizarre quand même.

MOSCOU ET SES MISSILES ANTI CRISE

Coincé, Poutine doit réagir face à l'effondrement de l'économie. Il a annoncé des mesures dont un package de relance de 35 milliards de dollars. Plus que prévu mais insuffisant pour relancer une économie dont le sort est lié à [un pétrole qui a encore rechuté hier.](#)

LA QUESTION DU JOUR

est dans le Parisien. "Pourquoi les poils ne poussent ils pas autant que les cheveux?". Une question qui me préoccupe depuis mon plus jeune âge et j'ai enfin la réponse: Parce que leur vie est plus courte! La durée d'une vie d'un cheveu est de trois ans, elle n'est que de trois semaines pour un poil. Finalement je n'ai toujours pas compris. De quoi s'arracher les cheveux (nulle la blague, je sais).

LE CHIFFRE DU JOUR

4. Ce sont les chefs parisiens qui figurent dans la liste des 100 chefs les plus appréciés du monde: Frachon (7ème), Alleno, Ducasse et Gagnaire.

LE PATRON DE MAC DO

se fait virer because ventes et bénéfices en baisse. J'ai cherché une blague fine comme "le patron de Mattel se fait Ken" mais je n'ai pas trouvé. Très énervant. (j'avais pensé au MacViré du jour mais très moyen).

ÉTRANGE QUAND MÊME

L'idée de la finance participative et notamment des plates-formes "peer to peer" était de contourner les banques. Or aujourd'hui elles vont chercher du financement auprès des banques. Soc Gen et Goldman vont probablement entrer dans le capital d'Aztec Money, plate-forme aux US. Elles vont finir par devenir des filiales des banques et la révolution aura fait long feu ?

LA PHRASE DU JOUR

Francis Ford Coppola: "Goethe, aujourd'hui, ferait du cinéma".

VOILÀ C'EST TOUT

BONNE JOURNÉE

MAY THE FORCE BE WITH YOU

[La Grèce reprend le contrôle de son énergie](#)

par [Enjeux Electriques \(son site\)](#) jeudi 29 janvier 2015 Agoravox

A peine élu, le nouveau Premier ministre grec, Alexis Tsipras, a déjà frappé un grand coup en annonçant [le blocage de la privatisation de DEI](#),

l'équivalent local d'EDF. Plus largement, il replace l'économie réelle, et en premier lieu l'énergie, au cœur de sa stratégie pour sortir le pays de l'ornière.



Pour les 300 000 foyers les plus pauvres, déjà dans l'incapacité de régler leurs factures, il a promis l'électricité gratuite. Il faut dire que l'opinion publique a été indignée en juillet 2014 par [la mort d'une tétraplégique sous assistance respiratoire](#), privée d'électricité pour quelques centaines d'euros d'impayés.

Vente de DEI, une mauvaise affaire pour le pays

Pour mener à bien son projet, le chef de Syriza a décidé d'abandonner la vente de DEI, l'entreprise publique qui alimente en électricité les deux tiers des Grecs. Le précédent gouvernement n'était déjà pas très favorable à cette décision, « très sévère », imposée par la Troïka (Union européenne, BCE et FMI), mais [avait finalement cédé en juillet 2014](#). L'objectif était de faire passer la part de l'Etat grec dans DEI de 51 à 20% du capital. En comparaison l'Etat français détient 85% d'EDF et 33% de GDF Suez, sans que la Commission européenne trouve à y redire.

Le montage prévu pour la cession de l'entreprise grecque n'était pas non plus très avantageux pour le pays. Seuls les actifs rentables (mines de lignite, barrages hydroélectriques, réserves de gaz naturel, réseaux électriques) devaient être mis en vente, pour environ 2 milliards de dollars. A côté, une structure de défaisance était prévue pour concentrer les 5 milliards de dollars de dettes. Bref, il était prévu que les pertes soient assumées par les contribuables grecs (mais aussi du reste de l'Europe via le programme d'aide financière), tandis que les bénéfices seraient privatisés.

Et maintenant, que faire ?

Dans ces conditions, si l'abandon de la vente est une bonne nouvelle pour la population, la situation de DEI est loin d'être réglée. L'entreprise publique est toujours criblée de dettes. De même, la promesse de rendre l'électricité gratuite pour les plus pauvres valide plutôt un état de fait (l'impossibilité de rembourser ce qu'ils doivent déjà) qu'une réelle politique sociale. Le nouvel exécutif ne pourra pas faire l'impasse sur une amélioration drastique de l'efficacité de DEI, faute de quoi le problème continuera de s'aggraver.

Une bonne gestion de DEI pourrait servir la cause d'Alexis Tsipras pour négocier avec ses créanciers. En donnant des gages de son sérieux budgétaire, son projet d'étaler le remboursement de la dette grecque en fonction de la reprise économique deviendra plus crédible. De plus, l'arrêt de la privatisation de l'énergéticien public a déjà mis un coup d'arrêt aux craintes d'une hausse du prix de l'énergie, facteur-clef pour la compétitivité des entreprises. De fait, cette décision doit contribuer à [une amélioration du climat économique](#), et potentiellement à la reprise.

Paradoxalement, l'arrêt de la cession de DEI pourrait rapporter plus d'argent aux Grecs que si l'électricien national avait été vendu. Il reste que le chemin est encore long et les incertitudes nombreuses, mais une lueur d'espoir existe pour relancer le pays.

[Le prix du pétrole devrait remonter entre 2015 et 2016](#)

[Bernard de Combret](#) / Consultant international indépendant dans le secteur du pétrole et de l'énergie | [Le 28/01 LesEchos.fr](#)

Après une chute historique en 2014, le prix du Brent devrait remonter entre 2015 et 2016 du fait de la hausse de la demande mondiale et d'une moins forte production pétrolière.

Depuis l'été 2014, le prix du baril de pétrole (Brent) a chuté de 60 %. Le mouvement s'est fortement accentué en novembre, après la décision des membres de l'OPEP de ne pas réduire leur production. Cette forte baisse conduit à un transfert massif de richesse des pays producteurs vers les pays consommateurs. Elle affecte d'ores et déjà, partout dans le monde, les projets d'investissements dans l'exploration et le développement pétrolier pour 2015.

Des experts en concluent qu'une nouvelle donne a transformé les équilibres du marché pétrolier. Ils tablent sur une période de prix bas qui pourrait durer, puis sur une remontée modérée de ces prix (vers 70 US\$), mais doutent que le niveau de 100 US\$/baril puisse être atteint avant longtemps.

Les catalyseurs de la baisse du pétrole

Quels éléments nouveaux ont bien pu déclencher cette profonde baisse des prix au 2^e semestre 2014 ? Deux facteurs sont, à juste titre, invoqués. D'abord, l'atonie de la croissance économique mondiale, et donc de la demande pétrolière. La croissance économique a déçu en 2014, à + 3,3 %, et n'est prévue par le FMI qu'à + 3,5 % pour 2015. Le second facteur pour expliquer la chute des prix est la forte croissance de la production des pays non-OPEP, essentiellement due à la production américaine du "shale oil".

Ce facteur était déjà connu, mais tout se passe comme si le marché n'en avait pris conscience qu'à partir de septembre 2014, suite à une nouvelle estimation par l'AIE de la production américaine pour 2014 (11,7 mbj), du fait suivant :

De 2012 à 2014, la croissance moyenne de la production pétrolière non-OPEP a été supérieure à celle de la demande pétrolière mondiale. Et en 2014, ce "surplus" de production non-OPEP a dépassé 1 million de bj. De ce fait, les stocks de pétrole brut atteignent actuellement un niveau historique dans l'OCDE.

Reste à comprendre l'ampleur de la baisse des prix et à tenter de prévoir la durée de cette période de prix bas. Une des causes évidentes de l'ampleur de la chute des prix tient à l'attitude de l'Arabie Saoudite. En annonçant, en novembre 2014, qu'elle ne réduirait pas sa production, l'Arabie a implicitement rendu caduque la notion de prix plancher sur lequel le marché s'appuyait pour limiter une tendance baissière. La fourchette 75/80 US\$ par baril, considérée comme "équitable" par le Roi Abdullah en 2009 était oubliée.

L'effet des mécanismes correcteurs

Il y a une certitude : la baisse accentuée des prix du pétrole engendre des mécanismes correcteurs.

D'abord, selon l'AIE, la croissance de la production pétrolière américaine sera sans doute plus modérée en 2015 qu'en 2014 (+0,7 mbj en 2015, à comparer à +1,4 mbj en 2014). Avec un prix inférieur à 50 US\$ le baril, la réduction de cette hausse pourrait être encore plus forte. Ailleurs, la production de certaines zones (Mer du nord, Russie) pourrait baisser marginalement.

À 40 US\$ le baril, les gisements conduisant à des résultats financiers négatifs représentent, selon Wood Mackenzie, une production de 1,5 million b/j, déclencha une réduction de production significative. Et au prix du pétrole d'aujourd'hui, la réduction des investissements de stimulation ou d'entretien des puits en production va faire sentir ses effets.

D'autre part, la demande pétrolière mondiale devrait être revigorée en 2015, car la reprise économique mondiale sera confortée, malgré l'incertitude sur le rythme de croissance en Chine. L'AIE envisage une hausse de la demande pétrolière mondiale de +1,3 % en 2015 (contre +0,6 % seulement en 2014).

Ainsi, à production OPEP constante, l'excédent de l'offre sur la demande pétrolière pourrait disparaître, si non en 2015, du moins en 2016, conduisant à une remontée progressive des prix. Le marché aura les yeux fixés sur le niveau des stocks pétroliers dans les mois à venir pour anticiper le retournement de tendance.

Finalement, la décision de l'OPEP de maintenir son niveau de production en dépit d'un excédent mondial, en induisant temporairement des prix bas, pénalise essentiellement les producteurs non-OPEP, dont les coûts de production sont plus élevés. Le processus d'ajustement de l'offre à la demande ainsi enclenché conduira à une nouvelle fourchette de prix plus satisfaisante pour l'équilibre du marché.

[Apple, Microsoft... le marché ne fait plus son travail](#)

Bernard Mooney LesAffaires.com Publié le 28/01/2015



Il n'y a pas plus belle période pour voir le marché boursier faire son travail d'anticipation que celle de la publication des résultats financiers des sociétés. Vous voyez un titre faiblir, faiblir et faiblir, sans raison apparente. Jusqu'au moment où la société publie ses résultats, inférieurs aux attentes, confirmant le verdict, l'anticipation des investisseurs.

J'ai vu cela tellement souvent dans ma vie que je suis tenté d'en faire un principe ou de le systématiser. Mais ce serait une erreur, car souvent, assez souvent pour ne pas pouvoir conclure à la seule observation des fluctuations, le marché se trompe royalement.

Voici deux exemples récents et percutants, en commençant par les résultats d'**Apple** (Nasdaq, AAPL) de mardi soir. Le titre depuis quelques semaines connaît des ratés, baissant même lorsque la Bourse grimpe. Je regarde cela et me dit que les investisseurs reniflent quelque chose.

Possiblement des résultats faibles ou une mauvaise nouvelle. Par exemple, le titre a perdu 3,5% hier, perte nettement supérieure à la performance du marché dans son ensemble.

Or, ce n'est pas vraiment le cas, bien au contraire. La société technologique a sorti la balle du stade avec des résultats nettement supérieurs aux prévisions. Son bénéfice par action pour son premier trimestre de son exercice 2015 a été de 3,06\$US, soit 0,46\$US de plus que les prévisions moyennes des analystes. C'est plus de 17% supérieur.

Les revenus sont encore plus impressionnants, malgré l'effet négatif des devises. Le chiffre d'affaires du trimestre a été de 74,6 milliards de dollars (G\$) US, battant les prévisions par 6,9G\$US! C'est 10% de plus, mais quand on dit qu'elle a réalisé des revenus de près de 7G\$US de plus que prévu, on devrait réaliser qu'en soit c'est un chiffre d'affaires annuel supérieur à de nombreuses sociétés importantes.

C'est incroyable, surtout quand on sait qu'il y a plus de 40 analystes financiers qui suivent de près Apple. Malgré cela, le titre a ouvert ce matin en hausse de plus de 8%, une appréciation instantanée de 51G\$US. Pensez-y, le marché a fait une gaffe de 50G\$US!

C'est un peu la même histoire avec **Microsoft** (Nasdaq, MSFT), mais à l'inverse. Le concepteur de logiciels a publié ses résultats lundi, des résultats un peu supérieurs aux attentes. Par contre, la direction a guidé les attentes

quant à résultats cette année de façon prudente. Oups, le titre a fondu de près de 10% hier!

C'est une perte de valeur boursière de près de 35G\$US en une seule journée pour un titre suivi par une trentaine d'analystes.

Tout cela pour dire que le marché boursier, efficace dans bien des cas, ne l'est pas toujours. C'est le moins qu'on puisse dire.

Bernard Mooney